

zu interpretieren. Es gehört zu den schönsten Scherzen der Geschichte, dass die Feudalbarone, die Grossgrundbesitzer es waren die den Grundsatz der Unantastbarkeit des Individuums bis zur rechtskräftigen Verurteilung formuliert haben. Die billige Phrase von der Klassenjustiz, — schliesslich ist jede menschliche Justiz bis zu einem gewissen Grade Klassenjustiz — verschleiert die unlösbare Zwiespältigkeit jeder Justiz : *Individuum versus Gesellschaft, Organisation, Staat!*

In diesem Kampf gibt es keine Entscheidung. Er wird teils offen, teils unterirdisch in allen Formen und Stufen gesellschaftlicher Organisationen geführt, — nie kann er mit dem Siege einer der beiden Parteien beendet werden. Diese Erkenntnis enthält Kapitel XXXIX ; in diesem Sinne ist die Magna Carta von gestern die von heute geworden. Möge sie, wieder in diesem Sinne, auch die Magna Carta der Zukunft werden !

Es ist beschlossene Sache, dass Hans Beimler, der *politische Kommissar* der Centuria, mit seinen Leuten an die Front von Madrid gehen wird. Nur für wenige Tage. Er weiss zu genau, dass er hier in *Barcelona* unabhömmlich ist... und doch... er will seine Kumpels nicht verlassen, will dabei sein, wenn sie in die Internationale Brigade eingereicht, wenn die Centuria zum Bataillon erhoben wird (1).

Schaier und Alfredo gehen schweigend fort. Sie verstehen sich ohne viel Worte.

... « Eine Tscheka ! » denkt Hans Beimler, allein geblieben, und lässt sich das Gesprochene nochmals durch den Kopf gehen : « Niemals so lange ich lebe ! Schaier soll sich hüten ! Jetzt haben nicht die hinten die Macht, sondern die an der Front — und die sind gut ! »

Er löscht das Licht.

Das Colon ist in tiefes Dunkel gehüllt. Unten an den Toren stehen Milizianer und halten die nächtliche Wache — droben hängen gesprochene Worte drohend im Raum, huschen schweigend unausgesprochene Gedanken über die Dächer der Häuser : Nachtgespenster.

(1) Hans Beimler sollte nicht mehr nach Barcelona zurückkehren. Er fiel den 1. XII. 1936 in der Universitätsstadt von Madrid : s. Teil Madrid.

### LE JAPON PAYE CHER

Une évaluation approximative (de source anglaise) des frais japonais au cours des dernières années sert d'illustration remarquable : en continuant encore quelques années de la même manière, le Japon sera ruiné.

En effet, si les dépenses gouvernementales se chiffraient, en millions de yen, de 1.477 en 1931-32, et de 2.272 en 1936-37, l'évaluation budgétaire pour 1937-38 et 1938-39, est de 5.463 et de 8.400. Mais il faut encore retenir les

*emprunts* contractés par le gouvernement dont le tableau en dit bien des choses :

120 en 1931-32 ; 680 en 1936-37 ; 3.393 en 1937-38 ; 5.800 en 1938-39.

On peut expliquer ceci encore mieux en signalant le pourcentage des frais de guerre, calculés sur le total des autres dépenses gouvernementales :

31 % en 1931-32 ; 46 % en 1936-37 ; 73 % en 1937-38 ; 81 % (II) en 1938-39.

Il est probablement permis de prévoir qu'en cas de guerre les proportions correspondantes seraient meurtrières pour l'Allemagne et surtout pour l'Italie. Car l'Italie est déjà exsangue par suite des deux guerres coûteuses et sans profit qu'elle a menées en Afrique et en Espagne ; quant à l'Allemagne, le niveau général de la population laborieuse n'est pas comparable à celui des paysans japonais. Et comme même la pénurie relative d'Allemagne pousse Hitler et les siens dès leur avènement à la démagogie sociale sans interruption (parti « ouvrier » et même « socialiste » — c'est le parti nazi ; démagogie du plat unique ; démagogie des congés « Kraft durch Freude » ; démagogie de tout le « ton » qui fait la musique hideuse nazie, etc.), on peut en conclure qu'une pénurie absolue, suite inévitable d'une guerre prolongée, écraserait le régime. La contradiction qui travaille ce pays et qui consiste dans la nécessité de réussir son expansion, ne soit ce que pour « offrir » quelque chose à la population, d'une part, dans la peur bien fondée de la guerre d'autre, cette contradiction secoue les milieux dirigeants hitlériens dont les uns préfèrent l'aventure incertaine tandis que les autres aiment mieux à « finasser » en espérant qu'une espèce de miracle les aidera.

Mais revenons encore une fois aux obligations financières du Japon. La source anglaise à laquelle nous avons emprunté les chiffres ci-dessus indique encore les dettes à terme qui étaient à payer et qui sont à payer, notamment (en millions de yen) :

4.525 en 1931-32 ; 9.072 en 1936-37 ; 10.585 en 1937-38 (ceci d'après le budget) et, fin juin 1939, la somme formidable de 12.422 millions de yen.

La guerre ne se paye que si l'on est très fort. Le Japon ne le sera pas, parce qu'il ne l'est point.

No 2. 1<sup>re</sup> ANNÉE  
ERSTER JAHRGANG

FÉVRIER 1939  
LE N° : 5 FRANCS

# CAHIERS D'EUROPE

Revue mensuelle  
critique et littéraire

Directeur : A. Maslov  
12, Bd. Poissonnière - Paris

### SOMMAIRE INHALTSVERZEICHNIS

Voyage au bout de la nuit . . . . .	I
Die deutsche Expansion und der neudeutsche Imperialismus II. . . . .	2
Oliver P. O'Grady : Lettre d'Amérique . . . . .	5
Europa und Amerika. . . . .	6
Les aveux du chancelier Hitler . . . . .	11
G. Miassnikoff : Dictature et Démocratie. . . . .	12
Stefan S-icz : Brief aus Warschau . . . . .	13
A. Rudolf : Lettre de Prague . . . . .	16
V. Alexandrova : Soziologischer Querschnitt durch die Sowjetliteratur. . . . .	19
Antonie Stern : aus « Hans Beimler. Dachau-Madrid . . . . .	20
Frederick Cramer : Magna Carta . . . . .	25
Le Japon paye cher . . . . .	30

# EUROPÄISCHE MONATSHEFTE

4109 9099

## Les grands faits de l'Année 1938

(suite et fin)

### NOVEMBRE

- 3 Ribbentrop et Ciano fixent la frontière tchéco-hongroise (« accord » qui rend inopérant les revendications d'une frontière polono-hongroise, conception italienne). — La Chambre des Communes Britannique approuve la mise en vigueur de l'accord anglo-italien. — Les négociations italo-soviétiques concernant un accord commercial aboutissent en principe.
- 6 Grynspan abat à Paris le diplomate allemand vom Rath, les autorités allemandes exploitent l'attentat sans délai : pogromes organisés, répressions massives et mesures d'extermination prises contre les juifs.
- 7 Le congrès du Parti Ouvrier Belge adopte la motion Spaak (386.000 contre 132.800 mandats) ; Vandervelde démissionne (comme président du parti).
- 10 Kemal Ataturk mort.
- 11 Statut définitif des juifs en Italie.
- 13 Publication des décrets-lois pour le redressement de la situation en France.
- 17 Pirow à Berlin.
- 19 François-Poncet présente ses lettres de créance à Rome. L'ambassadeur des Etats-Unis révoqué de Berlin.
- 23 Visite de Chamberlain et Lord Halifax à Paris ; proclamation d'un texte commun franco-anglais.
- 26 Proclamation de l'accord commercial anglo-américain par Roosevelt (l'accord entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1939). Accord culturel germano-nippon. — Communiqué polono-soviétique proclamant la validité du traité de non-agression aboli durant la crise de septembre.
- 30 Grève générale en France. — Les « députés » italiens revendiquent la Tunisie, la Corse, la Savoie et Nice ainsi que Djibouti (après un discours de Ciano). — Codreanu et 13 autres détenus de la « Garde de Fer » assassinés sous prétexte de tentative de fuite.

A noter : mois de désarroi complet de la politique postérieure aux accords de Munich. La Tchécoslovaquie n'existe plus, ce n'est même pas un simulacre d'état autonome ; la Pologne ne sait où trouver, où chercher un abri ; la déclaration franco-allemande contrecarrée par les revendications italiennes. En Pologne : accroissement important des votes opposés à l'occasion des élections municipales.

### DECEMBRE

- 1 Hacha, bureaucrate noir-jaune de l'Empire autrichien, élu président de la Tchécoslovaquie.
- 2 Cabinet Beran constitué en Tchécoslovaquie.
- 3 Démarche de l'ambassadeur François-Poncet auprès de Ciano. Le gouvernement anglais annonce des mesures appropriées contre les méthodes commerciales allemandes.
- 4 Grève du personnel de la C<sup>te</sup> Transatlantique (« Normandie » paralysé).
- 5 Plébiscite des districts sudètes (98,9% de « oui »).
- 6 Ribbentrop à Paris : déclaration franco-allemande (il n'y a pas de revendications frontalières entre les deux pays).
- 8 Yéjou relevé de ses fonctions policières.

## Voyages au bout de la nuit

La diplomatie des grandes puissances impérialistes a toujours été secrète ; elle le sera toujours, car sans le secret professionnel, elle perd sa raison d'être. Néanmoins, ces temps derniers, une nouvelle nuance a été créée, la diplomatie péripatéticienne, pour ne pas dire ambulante. Les présidents, les ministres volent, prennent le bateau, le rail, la route ; ils se munissent d'un fusil ou simplement d'une mallette, l'un visite l'autre. Pourquoi ? A quoi bon ? Entrevue d'importance, entrevue historique, entrevue décisive — communiqué important — quoique dépourvu de contenu, déclaration historique — quoique caduque dès le jour où elle est lue sous les feux des projecteurs de MM. Fox ou Gaumont, annonce décisive suivent l'une l'autre à profusion, sensations éphémères, actes impuissants dont le but devient de plus en plus ambigu.

Une de ces rencontres historiques, attendue longtemps, passée aussitôt sous silence, après un communiqué autant laconique que creux, c'était l'entrevue de Rome. Le premier britannique, M. Chamberlain, accompagné de son ombre, élané et muet, Lord Halifax, a visité Mussolini dont le porte-parole loquace, le comte Ciano, faisait les honneurs, tandis que le journal *Tevere* illustra les nouvelles méthodes de la diplomatie contemporaine par un flot orageux de crachats dirigés, comme il le soulignait aimablement, sur les figures de tous les Français sans exception. Les ébats peu élégants du journal mussolinien ont probablement plus de sens que les mots grossiers et les phrases fanfaronnes de cet article sensationnel : les phrases conques dans les meilleur style Etrusco-gaulois sont idiotes, l'attitude n'en l'est point. Car le voyage de Chamberlain n'était pas un voyage d'agrément, ni une visite de politesse, c'était encore une entrevue « historique » — de quelle histoire s'agit-il donc ?

On parle tout le temps de paix, d'apaisement, de la sauvegarde de la paix, mais tout le monde le sait : il s'agit de la guerre, non pas de la guerre à éviter, mais de la guerre à organiser. Voilà la philosophie de l'histoire de nos jours. Quiconque prétend le contraire ment ou fait l'idiot. La « paix pour notre époque » (*peace in our time*), inventée par Chamberlain, se traduit en langage moins diplomatique ainsi : la guerre de notre époque. Les voyages sans cesse, les parties de chasse, les visites faites ci et là, les conciliabules de tous les « grands hommes » à la Beck, Stoyadinovitch, Csaky, et autres représentants des clans gouvernants de petits pays, les grands voyages de Chamberlain,

Prix du numéro : France : 5 frs ; Angleterre : 11 d ; Etats-Unis : 30 cts ; Suisse : 0,85 frs ; Scandinavie : 1 kr ; Hollande : 0,40 fl ; Belgique : 6 fr.

Prix d'abonnement : trois mois : France : 12 frs ; Angleterre : 2/5 ; Etats-Unis : 80 cts ; Suisse : 2,10 frs ; Scandinavie : 2,60 kr ; Hollande : 1,10 fl ; Belgique : 15 frs. Six mois : France : 22 frs ; Angleterre : 4/5 ; Etats-Unis : 1,50 dollars ; Suisse : 4 fr. ; Scandinavie : 5 kr ; Hollande : 2 fl ; Belgique : 28 fr.

En verse : CAHIER D'EUROPE, Comptoir National d'Escompte de Paris, agence A. Dt 16.004.

Adresse de la rédaction et de l'administration : Cahiers d'Europe, 12, boulevard Poissonnière, Paris (9<sup>e</sup>).

Permanence : (Sprechstunde) les vendredis (Freitags) de 18 à 19 heures et sur rendez-vous.

Les CAHIERS D'EUROPE sont en vente dans les librairies suivantes de Paris : du *Régionalisme* : 140, boulevard Saint-Germain ; *Weiss* : 17, rue d'Hauteville ; *Eda* : rue Blanche ; *Le Soudier* : 174, boulevard Saint-Germain ; *Fischbacher* : 33, rue de Seine ; *Biblion* : 25, rue Bréa ; *Lifa* : 59, rue Meslay ; *Pont de l'Europe* : 17, rue Vignon ; *Adler* : (Art et Science) 18, rue du Vieux-Colombier. Demandez la revue aux kiosques.

LA CHUTE DE BARCELONE, attendue depuis longtemps, est un des événements dont la portée n'est pas encore à apprécier mais dont personne ne sous-estimera l'importance. La nouvelle nous parvient au moment où la revue est mise sous presse. Nous regrettons par conséquent de ne pas pouvoir examiner cette fois la tragédie espagnole. Mais pour ne pas prêter à l'équivoque nous soulignons dès maintenant que nous n'appelons pas tragique la situation du gouvernement dit républicain, mais uniquement la situation des classes laborieuses d'Espagne qui ont toléré ledit gouvernement et qui, par ceci même, ont anéanti tout espoir de victoire des travailleurs. La tragédie, c'est la contradiction terrible entre la situation objective telle qu'elle existait en juillet 1936 et les illusions subjectives des masses si héroïques de l'Espagne et surtout de la Catalogne, illusions dont les suites se manifestent si affreusement. La défaite grave du prolétariat espagnol est une défaite de la classe ouvrière du monde entier. Défaite stérile, puisque c'est la classe ouvrière elle-même qui a préparé cette défaite historique. Par cette constatation, l'invasion italo-germanique et la complexité du problème espagnol n'est ni niée ni expliquée ; son importance, ses conséquences se trouvent sur un autre plan. Mais ce qui était à dire sans délai, c'est exactement la constatation que nous venons de faire : la révolution espagnole a été étouffée parce que la classe ouvrière espagnole subordonna ses intérêts de classe à d'autres intérêts ; c'était dès le début la garantie de la défaite.

- 10 Ouverture de la Conférence panaméricaine de Lima.
- 11 Elections en Yougoslavie : 44,4% de voix oppositionnelles. Victoire « écrasante » du gouvernement Stoyadinovitch.
- 15 Troisième déclaration Chamberlain sur le statu quo en Méditerranée. — Résultat des élections de Memel proclamé : 87% pour Hitler.
- 17 Alphonse XIII réintégré par Franco dans ses « droits ».
- 18 Mussolini prononce en Sardaigne un discours sans parler des problèmes ni des questions urgentes.
- 22 Victoire du gouvernement Daladier : la Chambre adopte les décrets-lois à la majorité de 7 voix.
- 23 Le gouvernement italien déclare caducs les accords Laval-Mussolini de 1935. — Ministère Beran publie un décret spécial : ne peuvent être créés que des partis politiques autorisés par le gouvernement (fin du parti « communiste » tchécoslovaque).
- 24 Déclaration des principes de Lima : pas encore des Etats-Unis panaméricains, mais un rapprochement des états des deux Amériques et reconnaissance du rôle prépondérant des Etats-Unis de l'Amérique du Nord.
- 27 Vandervelde mort. — Motion Blum (« antimunichoise ») votée au congrès extraordinaire de la S. F. I. O. contre la motion (« munichoise ») de Paul Faure. — Les ambassadeurs anglais et américain rendent visite au ministre des Affaires Etrangères Japonais, Arita (questions chinoises).
- 29 On révèle dans la presse française la tentative d'une démarche de politiciens de gauche et d'« extrême » gauche aux fins de la construction d'un ministère sous la présidence de Tardieu.
- 30 L'Iran (la Perse) rompt les relations diplomatiques avec la France sous prétexte d'offense (commise par un journal humoristique).
- 31 L'Allemagne déclare entendre construire des sous-marins en même nombre que l'Angleterre (fin de l'accord naval anglo-allemand).

A noter : mois de remous diplomatiques en Europe et en Amérique. Les Etats-Unis exploitent le dégoût causé par les pogromes allemands pour préparer une coalition dirigée contre l'Allemagne ; l'Allemagne pousse son réarmement naval sous prétexte d'être menacée par la Russie ; la presse anglaise trouve ce prétexte judicieux — aucune indignation en Angleterre à l'occasion de la fin de l'accord naval. L'Italie revendique outre la Tunisie encore la gérance du canal de Suez. Activité fiévreuse des diplomates de tous les états artificiels européens (Pologne, Yougoslavie, Roumanie, Lithuanie, Hongrie). Incertitude générale en ce qui concerne la question essentielle : qui est ami ? qui est ennemi ? aucune coalition n'est encore préparée définitivement — la lutte de préparation poursuivie par tous les moyens imaginables (revendications « ukrainiennes » poussées par la diplomatie hitlérienne, ancienne orientation des pangermanistes), guerre commerciale anglo-allemande, en même temps essais de rapprochement financier (Schacht à Londres), etc. Paix et sécurité à l'envers.

de Goering, de Funk, les entrevues de Ribbentrop avec qui que se soit, tout ceci n'a apporté aucun apaisement. Au contraire, la nervosité générale, l'anxiété générale, le sentiment général de la fatalité de la guerre impérialiste vont toujours en croissant — et les vedettes continuent à voyager sous prétexte de préparer la paix qui, écartée depuis longtemps en Asie, en Espagne, en Palestine, virtuellement dans toute la Méditerranée, est en train de se transformer en rêve chimérique d'une époque d'antan.

Pourtant, la visite romaine de Chamberlain, doit être envisagée comme une entrevue peu comparable à celles des différents hommes d'état se présentant à Berchtesgaden, tous les Beck, Csaky Carol et autres. Ceux-ci ne sont pas des hommes compliqués. Leurs entretiens se placent sous l'enseigne robuste de la formule : « Je vends, j'achète, achetez, ici on vend ! ». Aucun mystère, aucune solidité non plus ; les États de l'Europe de 1919 ne sont que marchandises, et les hommes d'état de ces pays, véritables marchands des quatre saisons,

sont toujours et partout enclins à passer leurs poissons pourris à qui les paye. Mais, Chamberlain n'est pas de cette taille ; c'est le premier de l'Empire Britannique. Qu'a-t-il donc marchandé à Rome ? Le communiqué officiel n'en souffle mot.

Seulement un naïf pourrait croire les petits débitants d'opinion publique qui prétendent : la visite était un échec absolu. Pourquoi ? Parce que le communiqué ne dit rien ? Quelle bêtise ! La diplomatie secrète ne serait pas diplomatie si elle racontait toujours ce qui doit rester secret. Ou parce que les accords anglo-italiens sur le retrait des « volontaires » d'Espagne ressemblent plutôt à des couplets de vaudeville ? Mais le communiqué aurait pu être conçu autrement et les déclarations de Chamberlain faites à Londres auraient pu dire ce qui était à dire. Rien de ceci : quoiqu'il n'y ait rien, il y en a dans le communiqué et dans les déclarations la phrase qui souligne le contentement mutuel : *les deux partenaires connaissent mieux leurs intentions*. C'est presque tout, chant car, évidemment, sans ce voyage, ils n'au-

## DIE DEUTSCHE EXPANSION UND DER NEUDEUTSCHE IMPERIALISMUS II

### 8. Der andere Ton

Laute Orchestrierung bedeutet nicht Stärke. So laut die offizielle deutsche Propaganda über die Rasse redet, so sehr sie sich bemüht, die Autarkie in jeder Beziehung als A und O des neudeutschen « Wesens » darzustellen, so klar sind sich die Dirigenten dieser aufdringlichen Kakophonie darüber, dass man sich leicht übernehmen kann, wenn man nur diese Töne anschlägt. Es ist daher nützlich, auch andere Argumente aus dem gleichen Deutschland zu vernehmen. Sie klingen weniger stolz. Und wie der, der erst eine steile Höhe erklimmen will, leichter sieht, welche allgemeinen und welche besonderen Schwierigkeiten die Leistung erschweren, so bringen die neudeutschen imperialistischen Propagandisten zuweilen erstaunliche Dinge vor.

Da haben beispielsweise in einer der neuen hitle- rischen Zeitungen, der *Neuen Freien Presse* von Wien (am 25.XII.38) gleich zwei Ideologen des neudeutschen Imperialismus sich produziert, ein Dr. Rud. Fischer mit einer Arbeit « *Das neue Europa vor der Welt* » und der Verfasser des Buchs « *Europa und die Welt* », Prof. Dr. Ernst Brandenburg, dessen Artikel den verdächtigen Titel « *Realgrundlagen des Gemeinschaftsinteresses* » trägt. Da die Zensur in Wien ohen Zweifel mindestens

ebenso streng ist wie im Altreich, so sind beide Artikel als offiziöse Ergüsse anzusehen. Ihr Inhalt aber ist das Gegenteil autarkistischer Philosophie. Sie gehen vielmehr aus von der — richtigen — imperialistischen Ansicht, dass es heutzutage für alle imperialistischen Mächte recht schwierig geworden ist, den Kolonialvölkern klarzumachen, weshalb sie eigentlich nichts anderes sein sollen als eben Kolonialvölker, gut, von den Weissen ausgebeutet oder, wenn man sich feiner ausdrücken will : beschützt zu werden. Dass die europäische Vormachtstellung in die Brüche geht, das leugnet Brandenburg beispielsweise kaum noch. So laut man für die ganz Dummen behauptet, Deutschland werde, müsse und könne eigentlich Tausende von Jahren die Alte Welt und die neue vielleicht auch noch beherrschen, kraft seiner « rassistischen » Mission, so nüchtern konstatiert der Professor

Denn wir dürfen uns nicht darüber täuschen, dass der Kampf gegen die europäische Vorherrschaft in der ganzen Welt begonnen hat, und dass von seinem Ausgang schliesslich das zukünftige Schicksal jedes einzelnen dieser Völker abhängen wird.

Daher « Gemeinschaftsinteressen ». In der Tat : mag das « verbündete » Japan noch so sehr verbündet sein, es besteht für die gelben Gesinnungsfreunde des Antikominternpakts nicht der geringste Anlass, ihren Krieg in China zum Nutzen des deutschen Imperialismus zu führen. Die Lösung *Asien den Asiaten !* ist für die nächsten

raient pas pris connaissance desdites intentions. Mes *quelles sont-elles*, ces « intentions » ? C'est le problème, et le problème est inquiétant.

Car l'Italie mussolinienne a craché, vomi, brailé ses intentions annexionistes ; il va de soi qu'elles ne sont réalisables que par une guerre impérialiste. D'autre part, il n'est pas trop probable que, exsangue, mal administré, pauvre, impuissant même de terminer « sa » guerre espagnole, ce pays puisse se ruer SEUL dans une aventure guerrière d'envergure. Bien possible que les excès journalistiques de la presse italienne aient été suggérés, commandés par le partenaire axial qui, après avoir signé à Paris sa déclaration « historique », voulait inquiéter la France à la vraie manière gentlemanesque dont les lumières rayonnent sur les pages des feuilles italiennes. Possible, probable. D'autre part, encore une fois, l'impérialisme anglais, par la bouche du même M. Chamberlain, a déclaré maintes fois la solidarité avec la France ; solidarité avec la France — compréhension parfaite des intentions italiennes, renoncement au contenu des accords anglo-italiens

sur le retrait des italiens d'Espagne, statu quo méditerranéen *peace in our time* — tout ceci ne se marie pas. La politique anglaise est tellement fine qu'elle devient incompréhensible pour tout le monde. Mais uniquement les sots croiront que les impérialistes dirigeants anglais ignorent leur politique. Qu'elle n'est que préparation d'une coalition de guerre, personne n'en doute. *Quels doivent être les partenaires de cette coalition ?* tout le monde l'ignore. *Quel en sera le résultat final ?* chacun le devine : LE BOUT DE LA NUIT, pour se servir de cette expression symbolique d'un auteur qui a abandonné sa cause et soi-même.

Seuls les rustres et les escrocs peuvent affirmer à l'heure actuelle que les coalitions de guerre en préparation soient des coalitions idéologiques. Le contraire crève les yeux. Il ne s'agit que de coalitions impérialistes dont aucune ne fonctionne encore, mais dont la configuration finale va surprendre les pauvres hères qui confient leurs destins aux maîtres de nos jours, les « grands » hommes d'Etat dont l'instrument préféré, la diplomatie

Jahrzehnte eine viel realere, kräftigere und aus- sichtsreichere Losung als das fade Gerede über das Ariertum der diversen Pommern, Kaschuben und anderer vom Bastard Rosenberg zur Elite der Welt ernannten Europäer. Überhaupt : wer an die Kraft wiederholt und laut ausgestossener ideolo- gisch sein sollender Beschwörungsformeln glaubt, wo es um harte Interessen geht, der wird sich nicht zurechtfinden in den Wendungen und Win- dungen einer Politik, die, wie die deutsche, noch immer wieder neue Überraschungen wird bieten müssen, weil den deutschen Machthabern der Zwang ein Tempo auferlegt, das keine Systematik verträgt, sondern Improvisationen unvermeidlich macht.

Man spricht oft genug von der Solidarität « der faschistischen Staaten », worunter man vor allem Deutschland, Italien, Japan nebst einigen — un- bestimmten — Satelliten versteht. Taktische Soli- darität besteht zeitweilig, das ist richtig. In allen echten, grossen Fragen, die natürlich jeder dieser Staaten für sich und nur für sich zu lösen sucht, besteht keine Solidarität, weil es lächerlich wäre, auf ideologischer Basis Solidarität zu suchen wenn die nahrhaften Knochen selten geworden sind und um jeden solchen Knochen sich mehr hungrige Köter, grosse und kleine, balgen müssen, als er wert ist. Und wo akkreditierte imperialistische deutsche Publizisten sich mit den eigentlichen Fragen auch nur oberflächlich zu beschäftigen

beginnen, da springt das in die Augen, nicht aber die offiziell angepriesene Solidarität. So sagt der oben genannte Rud. Fischer, nachdem er dem russischen Aussenhandelsmonopol eine Rolle einge- räumt hat, die ihm längst nicht mehr gebührt, folgende süss-saure Wahrheiten :

Auf diese russische Handelspolitik, die mehr auf die Weltrevolution abzielte, folgte die macht- volle Industriexpansion der Japaner, die uns zuerst (!) als ein elementares Ereignis (!) erschien, bis man merken musste, dass auch sie der politi- schen Ziele nicht ermangelte (!).

Sie ermangelt ihrer wahrlich nicht, und das « Gemeinschaftsinteresse » würde, bestünde es, da- rin liegen, lieber diese japanische Expansion zu drosseln — nur geht das schon nicht mehr, weil dann der deutsche Imperialismus sich als Anhäng- sel an die englisch-amerikanische Drosselungsma- schine heften müsste und dabei nicht die geringste Aussicht hätte, etwas zu werden als eben ein Anhängsel. Der klaffende Widerspruch zwischen den Wünschen und den Realitäten ist hier mani- fest ; aber immerhin, es handelt sich um Japan und Asien, also um Märkte und Gebiete, die vor Deutschland weit genug entfernt sind. Wie steht es dagegen in der grösseren Nähe, dort, wohin die eigentlichen Kolonialansprüche Deutschlands zie- len ?

Hier sollten doch, nach allen amtlichen deut- schen Redensarten und nach den im öden Schema-

secrète, cache soigneusement le fond hideux, répugnant mais tout, tout simple de l'activité de ces voyages. Même si l'individu qui voyage aimait dans son for intérieur paix, conciliation, accords et autres bonnes choses dont on bavarde tout le temps pour ne pas prononcer brutalement le mot : coalition de guerre, même alors lui, le politicien bienveillant et plein de bonne volonté, serait-il si peu maître des destins de cette Europe ! La force réelle, unique, la classe ouvrière, a abandonné

sa cause pour devenir un pion sans importance sur l'échiquier des grandes puissances. La politique glorieuse des puissances mène ce continent si avancé, si civilisé, si expérimenté sur le chemin dont la première partie est composée de tout ce brouhaha actuel, tandis que son bout, une route, large, majestueuse, confortable sera garnie de cadavres de millions de nous autres européens, car cette route mène au bout de la nuit sombre d'un long massacre impérialiste.

tismus der amtlichsten Gegner des Hitlerismus, der Stalinisten, aufgekommenen Behauptungen solidarische Bande zwischen Deutschland und Italien existieren ? Dass davon faktisch keine Rede ist, haben wir bereits in der vorigen Nummer durch etliche Beispiele aus dem amtlichen Quickborn faschistischer Publikationen illustriert. Da die Seuche des schematischen Wiederkäuens hohler Formeln grassiert, ist es ganz nützlich, noch ein Beispiel zu nennen : den gleichen Prof. Brandenburg. Dieser, nachdem er entdeckt hat, dass die Weissen um ihre Weltherrschaft zu bangen haben, untersucht, wer nun eigentlich — aus lauter « Solidarität » — das koloniale Büttelgeschäft besorgen soll. Wir haben das letzte Mal ausführlich einen faschistischen Handelskammerpräsidenten zitiert, der für Italien bewies, dass natürlich nur Italiener in die Kolonien gelassen werden sollten, weil sie besonders willige und billige Knechte seien. Der Deutsche beweist etwas anderes. Der « Nachschub weisser Siedler », von dem er spricht, kann nicht aus dem « verstädterten England » erfolgen, noch weniger aus dem « an Bevölkerungszahl ständig abnehmenden Frankreich » und garnicht aus dem « kleinen Holland ». Damit hat er die grossen alten Kolonialländer genannt, und man sollte glauben, jetzt würde für Deutschland und Italien plädiert werden. Keine Spur. Genau wie der italienische « arme Faschist » geradezu bettelte, man möge die hungrigen italienischen Bauern nur irgendwohin lassen, alles andere sei uninteressant, genau so spricht der deutsche Faschist für seine deutschen « Siedler ».

Italien braucht seine Menschen für das eigene neu gewonnene Reich. Daher wird die Erhaltung der europäischen Herrschaft in diesen Erdteilen nur möglich sein, wenn man auch deutsche Siedler heranzieht. Dies kann aber nur dann geschehen, wenn man Deutschland eigene Kolonialgebiete einräumt.

Der Gedankengang ist bemerkenswert. Einmal, weil er sich eindeutig gegen Italien wendet : mögen die « Katzelmacher », wie man immerhin im

jetzt hitlerischen Wien sagte, in ihren Sandwüsten, und in ihren unwirtlichen und unpazifizierten abyssinischen Bergen verrecken, die interessieren uns nicht ; das ist die erste Gedankengrösse dieses angeblich solidarischen Mit-Faschisten. Zweitens : es handelt sich überhaupt nicht um einen ewigen und unveräusserlichen Anspruch der deutschen Grösse, wenn der neudeutsche Imperialismus Kolonien fordert. Das genaue Gegenteil ist der Fall : « Hunde sind wir doch alle » sagt der Text eigentlich ; wir haben bisher alle zusammen geherrscht, nur weil wir Weisse sind. Wollen wir weiter herrschen, was schon jetzt sauer genug geworden, so müssen wir uns als « Herren » bewähren, als weisse Herren — also als FEINDE aller Farbigen, einschliesslich der gelben Japaner. Und, schliesslich, da die anderen weissen Herrschaften bereits versorgt sind und auch keinen Menschenüberschuss zu exportieren haben, so gebt uns doch auch Kolonien, und wir werden vorzügliche Büttel und Henker sein. Diese offense Sprache ist nur teilweise erfreulich, denn sie ist, das versteht sich, ebenfalls pure Heuchelei. Sie wollen sich nicht mit der bescheidenen Rolle begnügen, die hier angedeutet wird, sie wollen jeden Partner betrügen — anders ist es noch nie zugegangen, seitdem es Imperialisten gibt. Aber aus der Art des Angebots spricht nicht die Überzeugung der eigenen Stärke, sondern der Schwäche, und die Götzendämmerungs-Stimmung des weissen Räubers, der immerhin fühlt, dass die anderen Kontinente heute anders aussehen, als zu der Zeit, da die Conquistadoren mit Glasperlen, Feuerwasser und Syphilis kamen, sie zu beglücken. Das ist wertvoller als vieles Gerede, das man über sich ergehen lassen muss.

Es ist daher fruchtbarer, die wirklichen Stärkegrade und die wirklichen Koalitionsaussichten dieses so schillernden neudeutschen Imperialismus zu untersuchen, als einfach als gegeben anzunehmen, er sei so, wie die amtliche Propaganda — die deutsche wie die andere — ihn abzumalen für vorteilhaft hält.

A. M.

Oliver P. O'Grady (Chicago). — LETTRE D'AMÉRIQUE.

Les Etats-Unis s'intéressent de nouveau à l'Europe, c'est incontestable. Il faut d'ailleurs ajouter : c'est une autre espèce d'intérêt que l'intérêt ancien et usuel de tout Américain, toujours désireux de faire un « trip » à travers « that old Europe ». A l'heure actuelle, il s'agit d'un intérêt politique. En effet, les tendances isolationistes, très fortes, prépondérantes même, entre 1920 et 1936, s'effacent devant d'autres tendances. Le slogan de la démocratie menacée redevient quelque chose de vivant : il faut la protéger, la sauver, cette démocratie menacée. Hitler, à son insu, a été l'artisan principal de ce changement d'esprit, et pour apprécier la profondeur de l'orientation nouvelle qui prend corps dans les idées des bons citoyens de ce pays, entre Reno et Hollywood, entre Frisco et New-York, entre le Mexique et le Canada, entre les deux océans, il vaut la peine de jeter un coup d'œil sur les tendances du gouvernement actuel et de sa politique générale, surtout sa politique étrangère qui, elle, influence profondément l'opinion publique des Etats-Unis.

\*\*\*

Que pense le citoyen américain de son pays et du reste du monde ? Il y a surtout deux choses dont il est persuadé... « Nous, les Américains, nous avons une fois sauvé l'Europe, vétuste, incompréhensible dans sa division médiévale, mais attrayante et supérieure quant aux choses sublimes (« highbrowed stuff »). L'Europe n'a pas su utiliser sa chance — et elle se trouve à nouveau dans le pétrin. Nous la laisserions tomber cette fois, sans doute, car on ne peut pas nous demander derechef de nous sacrifier pour ce continent incapable de se redresser par ses propres forces — mais l'avènement des nazis a tout changé. Maintenant, c'est la démocratie qui est menacée ; regardez seulement ces ignobles persécutions des juifs et de la religion chrétienne — ceci est intolérable, c'est l'humanité et la liberté, la religion (et encore le commerce libre) que nous devons défendre ». C'est le sentiment, vague, parfois même presque inexistant, du citoyen qu'il habite le Middle West ou les côtes. Et c'est exactement ce sentiment qu'a exprimé avec beaucoup d'éloquence le président Roosevelt à l'occasion de son message au congrès. La composition nouvelle du congrès, tout en fournissant une majorité suffisante au président et à son parti, les Démocrates, accuse néanmoins une proportion bien plus importante de Républicains

que pendant la période précédente, pour ne pas signaler un remous de l'état d'esprit du pays.

\*\*\*

Il vaut donc la peine d'examiner un peu le jeu bien complexe des antagonismes, intérieurs et extérieurs, des Etats-Unis, antagonismes qui ne sont nullement exprimés par la formule enfantine qui domine parfois l'esprit simple de l'Américain moyen dont les soucis quotidiens ne sont nulle part en première ligne des soucis politiques ; les Américains ne sont guère une nation composée de citoyens politisés, au contraire. L'illusion profonde du fonctionnement libre et impeccable de cette démocratie leur suffit — le reste est fait par les puissantes machines électorales qui se trouvent toujours entre les mains des gros bonnets des deux partis, démocrate et républicain.

La première des choses à signaler, c'est que le « New Deal » n'a pas tenu ce qu'il promettait. Peu importe si l'échec est avoué à haute voix par le gouvernement ou non, car tout le monde le sent. Peu importe également si l'échec est dû au sabotage savant et assidu d'une importante partie du gros capital et de Wall Street ou si l'utopie d'une planification capitaliste à fonctionner sans modification des bases du régime, avant d'être mise au monde par les soins du *brain trust*, portait déjà l'échec inévitable en la conception elle-même de cette planification superficielle. L'échec est manifeste, et le spectateur américain ne se passionne plus quand on affirme : c'est la Cour suprême ou le parti républicain ou Wall Street qui a renversé le plan grandiose de MM. Roosevelt et Baruch. Mais d'ici à une hostilité générale dirigée contre le « New Deal » ou contre Roosevelt, toujours bien en vogue, il y a encore un espace immense à franchir, et le va-et-vient de crises et de périodes de prospérité relative rapetisse la force persuasive des deux partis luttant pour leurs buts et pour le pouvoir. Il y a davantage : la première période du « New Deal » était caractérisée par des grèves gigantesques dont la violence n'est guère soupçonnée en Europe. Ceci a cessé depuis deux ou même trois années. Le mouvement ouvrier qui s'orientait vers les unions syndicales de John R. Lewis (CIO) a subi, en même temps, l'influence des tendances de collaboration des classes prêchée, elle aussi, par le même Lewis. Bourgeois et ouvrier américain vivent en général dans un monde tout à

fait illusoire sans s'en apercevoir dans leur prétendu réalisme américain. C'est pourquoi les deux anciens partis sont pratiquement toujours les seuls qui comptent. Le mouvement ouvrier n'a pas encore conquis son indépendance ni sa forme politique.

Mais le « New Deal » était joint, au début, à la tendance isolationniste, une sorte d'autarchie américaine. Cette liaison correspondait à la conception primitive du « New Deal ». L'échec de celui-ci entraîne l'échec de l'isolationisme, il y a, par conséquent, maintenant deux directions principales de l'activité politique et économique des États-Unis, à suivre, elles, avec plus d'ardeur qu'auparavant. L'une — c'est la direction vers l'Amérique du Sud, tendance également « autarchique » en paroles, mais impérialiste de par sa nature, tendance d'expansion, camouflée derrière des phrases idéologiques sur l'unité du continent américain et utilisant habilement l'agitation (« unrest ») de l'Europe trouble. L'autre — c'est la tendance guerrière provoquée et renforcée par les événements de l'Extrême-Orient et par la perspective de collaboration réelle germano-japonaise, envisagée et redoutée par les dirigeants américains, tendance camouflée

savamment derrière des phrases pacifistes, mais illustrée cruellement par les armements énormes du pays dont les chefs politiques ne sont ni des naïfs ni des idéalistes, mais des impérialistes *yankee* flairant la nouvelle chance : ils se rappellent trop bien le rôle qu'a joué l'Amérique en 1917, année où les États-Unis sont devenus l'arbitre du monde ; ils estiment que cette fois, au cas où un nouveau conflit mondial leur permettrait d'intervenir, les États-Unis deviendraient le maître absolu du monde entier, et ceci encore une fois sous le masque si touchant des sauveurs désintéressés de la civilisation et de l'humanité. Si Roosevelt, au mois de septembre de l'année passée, a été refusé comme surarbitre par les deux grandes puissances européennes en litige, Angleterre et Allemagne, les suites des accords de Munich lui ont permis de prendre vite sa revanche : elles ont poussé l'Empire Britannique au rapprochement, vers l'U. S. A. L'accord commercial anglo-américain en est l'aveu politique, et la conférence pan-américaine de Lima a encore accentué la volonté des États-Unis de faire leur politique à eux et d'imposer à l'Europe leur volonté, toujours sous prétexte de la défense de quelque chose de sublime.

## EUROPA UND AMERIKA

Während die deutsche Emigrantenpresse im allgemeinen nicht einmal bemerkt hat, dass die Lima-Konferenz und der Abschluss des englisch-amerikanischen Handelsvertrags ganz und gar keine insolierten Handlungen sind, « die uns nichts angehen », beschäftigten beide Vorgänge die deutsche Nazipresse so ausgiebig, dass das Volumen der Veröffentlichungen allein beweist : beide Vorgänge gehen Deutschland enorm an. Nimmt man noch die sehr spürbare Beunruhigung der deutschen Zeitschriften anlässlich des Handelsvertrags als untrügliches Anzeichen dafür, dass er für das « Dritte Reich » eine direkte Bedrohung vorstellt, so begreift man, weshalb man allen Anlass hat, die genannten Ereignisse in ihrer Bedeutung zu kennen.

Nicht umsonst spricht der « Wirtschaftsdienst » (Hamburg), vom 9. XII. davon, dass der anglo-amerikanische Vertrag eine RÜSTUNGSPOLITISCHE ARBEITSTEILUNG der beiden Länder bedeutet. Das ist eine sehr glückliche Charakterisierung, und die Einsicht der genannten selbst durch Nazizensur nicht verblödeten Revue des Hamburger Exportkapitals sagt auch noch durchaus zutreffend, die

Lima-Konferenz, so sehr sie äusserlich den Ausbau der Beziehungen zu Lateinamerika für die USA bedeutet, sei gleichzeitig in gewissem Umfange ein Ausläufer der britisch-amerikanischen Verständigung. Das ist richtig, und daher ist es wichtig, zu sehen, welches OBJEKT diese Verständigung besitzt.

\* \*

Darüber schrieb schon am 25. XI. 38, gleichfalls im « Wirtschaftsdienst », ein Dr. Max Biehl die folgenden bitteren Sätze :

Deutschland steht auf der schwarzen Liste Washingtons. Für uns gilt der von Hull für vernunftwidrig erklärte Smoot-Hawley-Tarif in seiner vollen Kraft, weil wir gerechter Strafe unterliegen müssen.

Gut gesagt, ins Schwarze getroffen. Die Hochschutzzölle des Hawley-Smoot-Tarifs werden für die angelsächsische Welt abgebaut, weil man gegen Deutschland den Handelskrieg ernst führen will, und weil der Handelskrieg eine Vorbereitung des eventuellen Kriegs im buchstäblichen Sinne bedeutet, für den man die wehrpolitische Arbeitsteilung braucht. So ist auch der Hinweis der glei-

\* \*

Les deux événements, peu appréciés par le citoyen moyen des États-Unis, même peu mentionnés par la presse quotidienne, sont considérés par les dirigeants du pays comme une préparation sérieuse de la guerre dont l'inévitabilité n'échappe pas à ces *dealers* de grande envergure. Un journaliste américain écrivait, il n'y a que quelques mois, que les profonds changements ayant eu lieu en Allemagne, France, Italie et en Extrême-Orient, si intéressants qu'ils soient, n'ont, au fond, presque aucune importance parce que tous ces pays n'ont pas, eux-mêmes, d'importance si l'on les compare à l'Amérique. Ce journaliste le disait pour impressionner les lecteurs anglais, mais c'est un peu le sentiment de la majorité des citoyens américains ; sentiment correspondant à la position exceptionnelle de ce jeune pays impérialiste qui est le seul à avoir vraiment profité de la guerre mondiale de 1914-1918. Et même ce pays, puissant, riche en matières premières, industrialisé à merveille, agraire en même temps, le seul pays ayant droit à songer à une véritable autarchie, pays isolé du reste du monde inquiet et instable par deux océans, même ce pays « de Dieu lui-même » (*God's*

chen Zeitschrift vom 2. XII. auf eine Rede des bekannten englischen Wirtschaftspolitiker Sir Cecil Weir nicht ohne Bedeutung ; er sagte auf einer Tagung der englischen Handelskammern, « DAS EXPORTPROBLEM IST IN ERSTER LINIE EIN POLITISCHES PROBLEM » — man hat inzwischen Zeit gehabt zu verstehen, dass hier nicht gepasst wird.

\* \*

Immer wieder beschäftigten sich die deutschen Wirtschaftszeitschriften mit diesem Vertrag. Zunächst machten sie den Versuch, die Sache als einen Misserfolg der Vereinigten Staaten darzustellen ; denn die USA sind gegenwärtig in ihrer Perspektive ein eindeutiger Gegner Hitlerdeutschlands, während Englands Stellung ihnen — richtig — ganz und gar noch nicht festgelegt erscheint. Immerhin musste der « Wirtschaftsdienst » am 25. XI. 38 feststellen, mit diesem Vertrag.

erreicht die Handelspolitik der Ver. St., die seit 1935 von Cordell Hull geführt wird, ihren materiell grössten und weltpolitisch wirksamsten Erfolg der letzten Jahrzehnte.

Wer Ohren hat zu hören, der hört auch in Deutschland. Mit dem Abschluss dieses Vertrags

\*\*

*own country*) n'est pas tellement stable, n'est pas assuré contre la crise tant interne (économique ; le régime n'est nullement menacé) qu'extérieure ; Il n'y a pas de *splendid isolation* en cas de guerre. Ce n'est même pas surtout le développement technique qui rend illusoire l'isolation du continent américain — en avion, la distance est franchie en peu d'heures. — Mais le marché mondial, tout en fonctionnant mal, existe quand même, tandis que l'autarchie n'existe pas. Le capitalisme américain perdrait, lui aussi, sa raison d'être dès qu'il deviendrait isolé, autarchique, coupé du marché mondial. La lutte qui se dessine n'est donc pas une lutte américaine, mais une lutte mondiale, et les deux actes préparatifs dont nous venons de parler, accord anglo-américain et conférence de Lima, doivent être considérés comme des événements de premier ordre.

\* \*

On apprécie l'importance du commerce anglo-américain (échanges entre les États-Unis et l'Empire Britannique) d'après les statistiques, nulle part complètes, publiées dans les revues économiques. On est parfois amené à prétendre que le commerce anglo-américain englobe 40 pour cent

hat sich die Situation Deutschlands zunächst verschlechtert.

\* \*

Nun einige Angaben über den Vetrtrag selbst. Man weiss, dass die Vereinigten Staaten, nach einer Periode schroffster Schutzzölle, die eben durch den Smoot-Hawley-Act eingeführt wurden, bereits eine Milderung des starren Hochschutzzoll-Systems durchgeführt haben mit dem Übergang zum Trade-Agreement-Act von 1934, der eine Zollsenkung bis zu 50% gestattet. Das Wort « gestattet » ist absichtlich hervorgehoben : die Zölle werden längst nicht nach anderen Kriterien festgesetzt als nach politischen. Die Meistbegünstigungsklauseln konnten daher so aufgestellt und interpretiert werden, wie es die grosse Politik erforderte. Das auf der amerikanischen Seite. Auf der englischen funktionierte das Vorzugszoll — und Meistbegünstigungs — System der Ottawa-Konferenz, ein System, das die Fiktion einer Art Autarkie innerhalb des britischen Imperiums bedeutete und den Dominions, auch gewissen Kolonien, grosse Vorteile einräumte. Konnte dieses Ottawa-System aufrechterhalten bleiben ? Es ist leicht einzusehen, dass das die Quadratur des Zirkels gewesen wäre. Denn wenn es sich auch in der Tat um eine wehrpo-

du commerce mondial. Il n'est même pas vraisemblable que ce chiffre soit gonflé : l'Empire Britannique est vraiment un empire mondial, et le continent nord-américain est un marché énorme, tant pour l'exportation que pour les importations. On saisit donc le poids d'un accord modifiant le statut actuel de ces échanges. L'accord anglo-américain n'est pas un accord unilatéral, les deux partis contractants font des concessions l'un à l'autre. Il paraît toutefois que les concessions faites par l'Angleterre entraînent plus de désavantages pour les Britanniques. Ceci est bien compréhensible. On se rappelle probablement le discours tenu par le président Roosevelt en automne de l'année passée à l'occasion de sa visite au Canada. C'était un avertissement en apparence franc, mais en vérité mystérieux, énigmatique, menaçant. Si le Canada était attaqué par quiconque, dit Roosevelt, les États-Unis considéreraient cette attaque comme une provocation dirigée également contre eux entraînant toutes les conséquences d'une telle agression. Le Canada, Dominion britannique, fait toutefois partie de l'Empire Britannique. Seulement, son économie gravite vers l'économie américaine ce qui explique d'ailleurs la position exceptionnelle

de ce pays dans le cadre de l'accord récent anglo-américain : il y a un accord spécial entre États-Unis et le Canada. Or, le Canada n'est pas le seul pays du British Commonwealth à tendance centrifuge. L'Empire dont les relations économiques étaient dominées par le système de protectionisme et de préférences connus sous le nom de système d'Ottawa, a dû sacrifier une partie de la réglementation ottawienne pour permettre aux États-Unis d'occuper virtuellement la place de certains Dominions ; le moyen susceptible d'opérer ledit changement est la diminution sensible des tarifs de douane, surtout en ce qui concerne le blé, mais encore d'autres denrées et, il ne faut pas l'oublier, des produits ouvrés nord-américains qui concurrencent l'industrie anglaise (exception faite pour les automobiles). En outre, un système savant de préférences et de clauses de favoritisme lie les deux pays dans une offensive commerciale spécifiquement anti-allemande. Quelles sont, en contre-partie, les concessions faites par les États-Unis ? Il paraît qu'il n'y en a pas trop. La position d'Oncle Sam était bien avantageuse, puisqu'il était évident que le but essentiel de l'accord était la préparation de la guerre contre l'Allemagne, estimée inévitable.

litische Arbeitsteilung zwischen den beiden grossen angelsächsischen Reichen handelt, so ist weder das britische Imperium eine harmonische und planwirtschaftlich betriebene ökonomische Einheit, sondern ein in sich antagonistisches System, dessen gegeneinander konkurrierende Teile künstlich und mühsam durch die Ottawa-Abmachungen zusammengehalten werden ; noch sind die Yankee-Kapitalisten Anhänger des Idealismus oder der staatlich und zentralisiert geleiteten Exportgeschäfte. Sie wollen Export, nicht aber « wehrwirtschaftliche Arbeitsteilung », und sie werden an Teufel und seine Grossmutter verkaufen, wenn ihnen der Verkauf Profite bringt. Mithin musste der von Regierungen, nicht aber von Einzelkapitalisten abgeschlossene Handelsvertrag vor allem den amerikanischen Exporteuren greifbare Vorteile bringen, und das wiederum kann und konnte nur auf Kosten englischer oder in den Dominions beheimateter Exporteure geschehen. Beispiel : England selbst besitzt keinen Weizen. Weizen besitzen erst englische Dominions, Australien und Canada vor allem. USA will Weizen exportieren, und bisher wurden die britischen Weizenzeuger durch einen Zoll geschützt, der nicht weniger als 2 Shilling per Quarter (=12,7 kg) betrug. Der Zoll

ist gewaltig gesenkt worden. Die hierdurch entstehenden Veränderungen können ganz gewaltig werden. Bisher importierte nämlich Grossbritannien so, dass 1937 der Import folgendermassen aussah : Australien - 11,4 Millionen Pfd Sterl., Canada - 8,4, USSR - 3,9, USA - 1,7. Schon 1938 verschob sich das Bild. USA befanden sich an dritter Stelle, hinter Australien und Canada, und zwar mit 6,7 Millionen Pfund Sterling. Man kann voraussagen, dass USA weiter aufrücken werden. Aber wenn vorher von der panamerikanischen Konferenz in diesem Zusammenhang gesprochen wurde, so muss man die ganze komplizierte Mechanik sehen. Biespeilsweise werden auch die Maiszölle um 10% gesenkt. Davon werden wiederum die Vereinigten Staaten profitieren, aber auch Argentinien. Denn das System der Meistbegünstigung musste, eben der panamerikanischen Bestrebungen wegen, auch auf die südamerikanischen Republiken ausgedehnt werden ; der nordamerikanische Vorteil fällt daher auch auf Lateinamerika (und damit entsteht, nebenbei gesagt, in der Perspektive, auch eine neue Konkurrenzsteigerung beider, doch noch voneinander unabhängiger Kapitalismen, des grossen nordamerikanischen und der sich erst entwickelnden südamerikanischen). Aber zu-

\* \* \*

Il faut pourtant qu'on s'entende bien. La population des États-Unis ne veut pas la guerre, ne la prévoit pas, ne la considère pas inévitable, bref, elle n'est pas guerrière ; mais la préparation idéologique a déjà commencé, comme elle commençait autrefois en pleine neutralité américaine. La différence, c'est que cette fois les préparatifs ont été envisagés avant que la guerre européenne éclate. Il faut avouer d'autre part que le gouvernement anglais doit être beaucoup plus préoccupé des difficultés de l'ancien monde et du danger germanique. C'est pourquoi l'accord a été conclu bien facilement.

On ne doit pas oublier que pour les deux puissances ce n'est pas seulement l'Europe qui compte, mais que les aspirations japonaises préoccupent les deux grands impérialismes de langue anglaise et font converger leur activité préventive dans cette situation : armements, préparation des stocks, du ravitaillement (denrées et matières premières), en attendant l'heure H.

C'est la même prévoyance qui était le leitmotiv de la conférence de Lima. On sait que les états de l'Amérique Centrale et de l'Amérique du Sud se trouvent dans des conditions bien variées. Les

gleich sind die Gründe dieser Meistbegünstigungen für die Südamerikaner nicht nur-amerikanische Gründe, sondern ganz und gar auch antideutsche : die Diskrimination, über die die Deutschen sich so bitter beklagen, geschieht ja wahrlich nicht aus ideologischen Gründen, sondern aus Konkurrenzgründen, und aus Gründen imperialistischer Kriegsvorbereitung, und daher muss der teilweise allzu-grosse Einfluss des deutschen Imperialismus in Lateinamerika wieder ausgeschaltet werden. Mithin müssen diese Republiken bei den Abmachungen des grössten amerikanischen Landes, der USA, mit dem grössten europäisch-asiatisch-afrikanisch-australischen Weltreich, Gross-Britannien, Vorteile sehen und erhalten, die sie aus Sympathien für Deutschland, oder auch aus reichem Handel mit Deutschland in reicherem mit Handel der anderen imperialistischen Gruppe drängen.

Da an dieser Stelle nicht der ökonomische Inhalt des Handelsvertrags zu analysieren ist — darüber mag man Spezialrevuen befragen — sondern seine weltpolitische Bedeutung, so mögen diese Andeutungen genügen ; immerhin ist es wertvoll, nach mehreren deutschen (Nazi-)Stimmen auch eine englische zu hören. Die wichtigste englische

deux continents américains ne sont nullement solidaires. Le slogan de l'agression imminente, au moins possible, a pourtant permis à Oncle Sam d'opérer un certain rapprochement des 21 républiques. Il est tout à fait dépourvu de sens de bavararder sur l'« échec » de la politique panaméricaine de Washington. Le maximum à atteindre n'a pas été atteint parce que ce maximum n'est autre chose que la construction de l'Union formelle des États des deux Amériques, sous la domination de l'Amérique yankee, ceci est l'essentiel. Que la situation n'a pas été mûre pour y arriver, cela va de soi. Car les états de l'Amérique Latine ne sont plus ce qu'ils étaient au début de notre siècle, où les « gringos » fomentaient des révoltes au Mexique et ailleurs, attaquaient quelque Venezuela, Nicaragua, Guatemala ou Panama à leur gré et faisaient ce qui bon leur semblait. Le fait de la nationalisation du pétrole au Mexique, fait pas trop limpide en ce qui concerne les mobiles et les objectifs, mais dont une partie est incontestable, notamment l'expropriation formelle des trusts pétroliers étrangers (et surtout des trusts anglais ; le rôle de la diplomatie américaine dans cette affaire n'est pas encore élucidé), ce fait prouve toujours que les républiques des Amériques centrale et méridionale ne se lais-

Wirtschaftszeitung, « The Economist », schreibt darüber in künstlich naivem Ton folgendes :

Genau Analyse der Einzelheiten des Abkommens vergrössert zweifellos seine Bedeutung als eines rein kommerziellen Geschäfts. Aber das ist nicht der einzige Masstab, nach dem es zu betrachten ist. Es gab eine sehr nennenswerte Tendenz amerikanischer Kommentatoren, mehr Betonung auf seine sofortige politische Bedeutung zu legen als das in Gross-Britannien geschah. Das alles ist nur gut ; und in amerikanischer Vorstellung wurde der Trade Agreements Act immer als eine der Hauptwaffen der amerikanischen Aussenpolitik angesehen.

\* \* \*

Über die Lima-Konferenz dürften sich die Yankee-Macher weniger Illusionen gemacht haben, als viele Europäer. Aber hier sieht beispielsweise der so oft zitierte « Wirtschaftsdienst » richtiger (wenn man in grosser Gefahr ist, sagt man häufig Richtiges). Am 23.XII.38 stellt dort Karl Friedrich (« USA in Lima ») fest, es sei « spürbar, dass in Washington eine langfristige Politik gegenüber Lateinamerika getrieben wird und dass man bereit ist... eine ganze Kette von Misserfolgen in Kauf zu nehmen ».

Nun liegt die Sache hier ganz anders als beim Handelsverkehr mit Gross-Britannien : 1937 ka-

sent plus faire comme jadis. Elles ont toutes évolué ; une république comme l'Argentine, par exemple, est déjà un grand État, développé, et qui peut aspirer à une politique indépendante, surtout grâce à sa situation géographique et à son poids spécifique dans le commerce mondial. D'autre par, l'infiltration du commerce allemand avec ses méthodes de dumping agace, inquiète, provoque outre l'Angleterre et les États-Unis encore les autres républiques américaines elles-mêmes, d'où la résultante de compromis qui caractérise Lima et qui assure la solidarité des deux Amériques en cas d'une agression. Compromis qui protège en outre, après le Mexique, les autres républiques américaines contre toute intervention militaire à l'occasion prévue d'expropriations à l'instar de celle du Mexique — gage très important puisque les titres, le droit des anciens impérialistes sont ainsi mis en cause par cette clause d'une des déclarations communes et unanimes de Lima. Bref, Lima ne fut ni un échec ni un succès resplendissant de qui que ce

soit, mais néanmoins un certain pas vers l'unification préalable panaméricaine avec conservation intégrale de la souveraineté des 21 républiques, grandes et petites, de ce continent.

Ceci suffit pour apprécier les faits saillants de ces derniers mois. Il n'est pas douteux que le réarmement américain prendra des proportions encore plus gigantesques et que, en même temps, l'industrie américaine sera quelque chose comme une succursale très puissante du réarmement européen, surtout de celui de la Grande-Bretagne. La loi de neutralité sera probablement abolie, et il est bien vraisemblable que la politique étrangère de l'Union assumera d'aplomb la responsabilité due à la sécurité de la civilisation ; bon moyen par ailleurs pour faire marcher l'industrie américaine et pour préparer idéologiquement le pays — et c'est exactement l'intention de ses dirigeants — pour qu'il soit « mûr » quand il faudra marcher.

Le 4 janvier 1939, Chicago.

men 37% sämtlicher nach USA importierten Waren aus dem britischen Reich, während 41% aller aus USA exportierten Waren in dieses britische Reich gingen. Von ähnlichen Mengen kann im Verkehr mit Lateinamerika natürlich keine Rede sein. Aber der Zweck der Lima-Konferenz war auch garnicht so sehr die Förderung des nordamerikanischen Exports von Waren nach Lateinamerika. Es handelt sich vielmehr um die Kombination politischer Annäherung — Vorbereitungen zur Bildung einer eventuellen Kriegscoalition — mit dem Export von KAPITAL, der gleichfalls unter ideologischen Vorwänden stattfindet : die oben zitierte wehrpolitische Arbeitsteilung erfordert natürlich den Ausbau der Strassen, Eisenbahnen Häfen, Plantagen auch Lateinamerikas, und für alles das stehen die USA gern ein, zumal sie beispielsweise es für höchst vorteilhaft halten, in Lateinamerika mit nordamerikanischem Kapital KAUSCHUKPLANTAGEN anzulegen, um auf diese Weise und, nebenbei, auch noch nach Möglichkeit von den in englischen Händen befindlichen malaiischen Kautschukproduzenten unabhängig zu werden. Dass die USA in Lima vielfach Rücksicht nehmen mussten auf Forderungen und Stimmungen der anderen zwanzig Republiken, versteht sich von selber. Dass diese Republiken sich sehr verschieden verhalten, ist auch kein Wunder. Die geographische Lage allein — um nur einen Grund anzugeben — erteilt ihnen höchst verschiedene « Einstellungen ». Wenn beispielsweise Brasilien von Afrika

mit dem Flugzeug rasch erreicht werden kann, so ist das ein Land, das im Kriegsfall ganz anders gestellt ist, als Argentinien, das von der alten Welt ebenso weit entfernt ist wie von Nordamerika. Andererseits stellt der « Economist » — ebenso wie amerikanische Zeitschriften — nicht ohne Melancholie fest, dass es

schliesslich vielleicht eine geheime Sehnsucht nach der Straflosigkeit ist, mit der das Naziregime auf dem Wirtschaftsgebiet seine ergötzliche Politik der Ablehnung und der Konfiskation verfolgt hat.

was den lateinamerikanischen Republiken vor-schwebte. In diesem Aufsatz (vom 17.XII.38) fährt « Economist » fort :

Mexiko hat schon nachgeeifert, auf Kosten der beiden grossen englisch sprechenden Mächte. Einige seiner neunzehn Schwestern werden eines Tages ebenso zu handeln wünschen. Eine Garantie dafür, dass niemals Waffengewalt angewandt werden soll, um fremdes Eigentum wiederzuerhalten, das etwa durch irgendeine amerikanische Regierung expropriert worden sein sollte, das scheint die Form der Sicherheit zu sein, an die die Lateinamerikaner sich jetzt gebunden haben, und es sind die englisch sprechenden Mächte, nicht das « Dreieck », gegen die dieses Projekt mit seiner Spitze gerichtet ist.

Das ist bestimmt richtig : der alte Imperialismus hat sich gegen den neu-alten — den deutschen mit seinen etwaigen italienischen und japanischen Verbündeten — zu wehren ; der junge, aufkommende Imperialismus der lateinamerikanischen Republiken nützt die Schwierigkeit der Gross-

mächte aus ; anstatt sich harmlos fressen zu lassen, was schliesslich ein sehr alter Plan der Yankees ist, sichert er sich sogar, zwar nicht vertragsmässig, aber immerhin durch eine feierliche gemeinsame Deklaration mit den USA, gegen Ungelegenheiten, die ihm aus der Expropriation der alten und grossen Räuber entstehen könnten. Petroleum gibt es ja nicht nur in Mexiko, sondern auch in anderen Republiken, und wenn die Japaner die alten Privilegien der ehrenwerten Weissen in China zerschmettern haben, so können die Südamerikaner und vor allem sogar die Zentralamerikaner unter Umständen ähnlich « ehrlich »

erworbene Privilegien des englischen und des amerikanischen Imperialismus mit deren Beihilfe, das ist der Witz davon, abschaffen, ohne dass diese Vorkämpfer der hehrsten Menschenideale (Grossbuch, Aktiengesellschaft, Abschreibungen und Steuerschwindel plus Hochschutzzölle, Kapitalexport und Profit mit Superprofit) im Augenblick auch nur mucken können.

Wäre in der Welt wenigstens noch eine von diesen unabhängige und ihrer Macht bewusste Kraft, so wäre dieses Schauspiel nicht nur lehrreich, sondern überdies verwertbar.

A. M.

Dernière heure :

### LES AVEUX DU CHANCELIER HITLER

Le discours annuel du 30 janvier, prononcé cette fois par Hitler dans des circonstances particulièrement chargées à cause de la tension internationale, ce discours de Hitler a été tellement différent du chant de triomphe de l'année passée, qu'il importe d'en souligner l'essentiel.

La partie principale de ce discours, prononcé sur un ton plutôt intime, morne, dépourvu d'essor, c'était la partie qui avait trait à l'économie allemande. Terminé le rêve d'autarchie : il n'y a pas d'autarchie, puisque la thèse fondamentale du « führer » est très nette : *ou exporter, ou crever*. Quelle était la certitude du chancelier de pouvoir éviter le pire ? En vérité, elle n'existait pas. *Exporter ou crever*. Mais la guerre commerciale contre l'Allemagne hitlérienne est ouverte, et Hitler en a parlé avec un effroi tellement sensible qu'aucun auditeur, aucun lecteur, ne pouvait se tromper — Hitler parla d'un danger plus que grave, d'une menace plus qu'actuelle, d'une perspective plus que noire. *Pas d'optimisme* — c'était le ton qui faisait cette fois la musique. L'an dernier, des chiffres lus sur le ton fanfaron, des statistiques, des succès, prétendus ou imaginés. En tout cas, la partie économique de la harangue du 30 janvier 1938, c'était l'optimisme transformé en formules d'agitation. *Pas de succès économiques* — c'est l'aveu du discours du 30 janvier. Le mot de catastrophe n'a pas été prononcé ; mais la catastrophe imminente, c'était le spectre qui hantait ce discours. *Pas de promesses*, au contraire. La productivité de l'économie allemande est insuffisante ; la limite de la production agricole allemande est atteinte, on ne peut augmenter la production agricole du Reich — quel aveu ! Les salaires ne seront plus augmentés — quelle perspective ! Le travail doit être intensifié, rationalisé, mais la limite des concessions sociales faites aux ouvriers est dépassée — quelle annonce rassurante ! Bref, tout le système économique hitlérien, avec son optimisme antérieur, avec sa monnaie « stabilisée » (Hitler a improvisé des théories singulières à cet égard), avec son bluff autarchique, tout ceci ne tient plus debout, et c'est HITLER qui l'avoue. Aveu précieux, surtout puisque les

parties pour ainsi dire politiques de son discours étaient autant significatives que les passages économiques. Ne parlons pas des parties de polémique contre les adversaires à l'intérieur. C'est encore à analyser. Parlons des perspectives internationales du chancelier.

Il croit en une paix durable, Hitler. Il rappelle, historien patenté, le fait que l'Allemagne a été acculée, une fois, à la guerre mondiale par l'exagération de la fidélité à ses engagements d'alliée — pour qui l'a-t-il dit ceci, Hitler ? Et si l'Italie périt, « nous », l'Allemagne, le Troisième Reich, tout ceci est également condamné à mort : c'est HITLER qui le dit !

Non, ce discours n'est pas une énumération des fameux succès de l'an de grâce 1938, succès dont on a tant parlé, qu'on a tant exagérés, qu'on n'a pas voulu voir dans leur complexité, avec leurs antagonismes intrinsèques. Le système impérialiste mondial est ébranlé ; Hitler le sait. Il sait également qu'il y aura une lutte acharnée. Sur l'issue de cette lutte, Hitler n'a pas dit trop de choses susceptibles de rassurer la population de cette Grande Allemagne dont les « députés » faisaient la coulisse de ce discours, coulisse qui fonctionnait mal et qui était, paraît-il, plutôt éblouie par la couleur noire et grise de ce discours qu'enflammée par la perspective de famine et de l'alternative : *exporter ou crever*.

Demandez notre

**CATALOGUE N° 10**

Livres d'érudition en trois langues

français, allemand, anglais

Plus de 2000 titres :

Philosophie, Psychologie, Psychanalyse, Médecine  
Graphologie, Beaux-Arts, Histoire, Sciences sociales

**LIBRAIRIE INTERN. DES LETTRES, ARTS & SCIENCES**

18, rue du Vieux-Colombier, PARIS (6<sup>e</sup>)

Tél. : Litré 85-37

C. C. P. : Paris 2193-10

## G. Miassnikoff : DICTATURE ET DÉMOCRATIE

L'auteur du livre « Victoires et défaites du prolétariat russe » (en préparation), G. MIASSNIKOFF, ouvrier russe, travaillait à l'usine de Motovilikha, dans l'Oural, dont il est originaire. Militant bolchevik depuis 1905, il connut les maisons de force tsaristes. Libéré par la Révolution de février 1917, il devint vite, et encore une fois à l'usine géante de Motovilikha — 25.000 ouvriers — un des militants très écoutés du parti de Lénine. Mais bientôt des divergences d'ordre tactique l'opposèrent au comité central. Miassnikoff devient un des idéologues de l'opposition ouvrière qui annonça dès 1919 et 1920, les dangers bureaucratiques menaçant le parti communiste russe, l'état soviétique et toute la société en transformation. Exclu du parti communiste pour son intransigeance, persécuté, emprisonné, Miassnikoff essaya d'organiser dès 1923, un parti illégal, ouvrier et communiste, tout en proclamant que la classe ouvrière était déjà chassée du pouvoir sans l'avoir eu fermement en ses mains. Emprisonné de nouveau, après plusieurs tentatives de suicide entreprises dans les prisons soviétiques pour manifester contre l'emprisonnement, mis en liberté surveillée, et transféré en Arménie, Miassnikoff réussit à s'enfuir en Perse, en franchissant le fleuve frontière, l'Araxe, à la nage. Nouvelles prisons en Perse, en Turquie. En fin de compte, il est admis en France, où il travaille comme métallo. Il a écrit deux volumes sur les expériences de la révolution russes, volumes qui n'ont rien à voir avec des écrits de certains « désappointés ». L'extrait suivant écrit en 1928-29, original par sa forme et par son contenu, polémique contre la « théorie » totalitaire de l'école stalinienne. Théorie qui dérive de la pratique russe postérieure aux premiers pas de la révolution d'octobre, et se trouvant en contradiction manifeste avec l'ouvrage théorique de Lénine consacré à cette question (« L'État et la Révolution »), pratique qui débuta dès 1920.

Nous publierons dans le numéro suivant une autre partie du manuscrit ayant trait à la transformation de la révolution d'octobre.

La dictature et la démocratie sont des propriétés inhérentes à tout État. Là où il y a État, il y a aussi bien dictature que démocratie, et celles-ci ne disparaîtront qu'avec la disparition de l'État.

Celui-ci n'est que le couronnement logique, l'expression concentrée, condensée des rapports existant dans la production.

Les trois grandes formes de la servitude qui existèrent au cours des trois grandes époques de la civilisation : l'esclavage dans l'antiquité, le servage au moyen âge et le salariat dans le régime capitaliste correspondent à trois types d'État : les républiques démocratiques d'Athènes et de Rome, les monarchies du moyen âge et les institutions parlementaires de la bourgeoisie.

Ces types d'État constituent l'organisation des forces économiques de la classe dominante, à travers laquelle celle-ci maintient sous sa domination les classes productrices exploitées et opprimées.

Au moyen de cette organisation les classes dominantes rendent légaux les rapports de production, la forme de domination économique qui leur est propre, en font la norme, le droit ; c'est en se basant sur ces normes, lois et droits que se déroule et se règle toute la vie de la société.

Par conséquent, les normes et la loi ne sont que la volonté de la classe dominante. Examinons pourtant les rapports de production qui existèrent pendant les trois époques de la civilisation mentionnées ci-dessus.

Voyons d'abord l'esclavage et l'esclavagiste. L'esclave est la propriété de son maître. Celui-ci a droit de vie ou de mort. L'esclave fait ce qui lui est ordonné. Il travaille suivant la volonté de son maître. Tout ce que ce travail crée est la propriété du seigneur. L'un crée, l'autre s'approprie. L'un ordonne, l'autre exécute.

Ce sont précisément ces rapports qui sont érigés en loi, en norme, en droit et en base qui règlent la vie de la société. L'esclave est esclave suivant la loi, comme d'ailleurs son propriétaire est tel aussi d'après la même loi.

Mais qu'est-ce que ce régime ? Une dictature ou une démocratie ?

Si nous demandons cela au propriétaire, il nous dira que c'est la plus éclatante, la plus parfaite des démocraties ; il ne souhaite rien d'autre que de la voir durer à l'infini. Car c'est pour lui le paradis terrestre, la réalisation des desseins de Dieu. Comme on le sait, il fut toujours prêt à défendre cette démocratie de toutes ses forces et par tous les moyens, avec férocité, rudesse, acharnement et cruauté.

Mais si nous nous adressons à l'esclave, il nous dira que c'est une dictature et des plus féroces, cruelles, implacables et insupportables. Il ne cesse de songer à s'en débarrasser. Les nombreuses révoltes d'esclaves, maintes fois tentées sans aucun espoir de réussite, démontrent que la seconde opinion est juste. Pour l'esclave, c'est une dictature.

Mais l'esclavagiste a raison, lui aussi. Pour lui c'est une démocratie.

Quelles sont les lois de cet État ? C'est un fouet brossé par la classe dominante de ses propres mains pour dresser les esclaves opprimés.

Les républiques d'Athènes et de Rome étaient des républiques démocratiques. C'était la démocratie des esclavagistes. La forme du gouvernement y était multipartite. Il existait de nombreux partis luttant entre eux. Mais cela n'empêchait pas ces républiques démocratiques d'être des dictatures d'esclavagistes envers les esclaves.

La théorie qui affirme que la dictature d'une classe est celle d'un seul et unique parti n'admettant pas l'existence d'autres partis, ne tient donc pas debout en ce qui concerne sa première thèse. Elle n'est pas plus heureuse en ce qui concerne la seconde quand elle assure que la dictature est un pouvoir s'appuyant non pas sur la loi, mais sur la force.

Nous sommes, dans le cas que nous examinons, en présence d'un pouvoir légal et multipartite, ce qui ne l'empêche pas d'être une dictature.

Passons maintenant au serf et au seigneur féodal. Le serf est attaché à la glèbe. La terre est la propriété du seigneur. Celui-ci peut vendre le serf avec le domaine. Une partie de ce que produit le paysan appartient au maître. Le serf travaille, le seigneur s'approprie. Le travail s'effectue suivant la volonté de ce dernier. Le seigneur ordonne en souverain ; le paysan exécute.

Ces rapports de production sont reconnus par la loi, érigés en norme. Ils deviennent « normaux » ; c'est sur leur base que se déroule et se règle la vie sociale. Serf et seigneur sont tels de par la force de la loi.

Mais qu'est-ce ceci : une dictature ou une démocratie ?

Si nous interrogeons le seigneur, il nous dira que c'est une démocratie sans exemple dans le passé, un vrai royaume de Dieu sur terre consacré par l'oint du Seigneur. Comme tout ce qui est divin, il doit exister éternellement et ne pas avoir de fin. Divin et seigneurial ne font qu'un. Dieu et le Seigneur veulent la même chose : l'existence éternelle et infinie de cette douce démocratie aimée de Dieu. Et le Seigneur le défendit, ce paradis terrestre, par la croix et la trique. Il n'existe pas de procédés de violence dont les hobereaux n'aient usé pour réprimer les révoltes des serfs. Il n'y a pas de tortures qui n'aient été employées pour éterniser le royaume de Dieu sur la terre. Le seigneur a raison ; pour lui, c'est le paradis, c'est une démocratie.

Mais si l'on se tourne vers le serf, celui-ci vous racontera tout ce que la dictature inhumaine, insupportable avait de terrible. Les guerres infinies des paysans contre les seigneurs avec plus d'éloquence que n'importe quel saint Jean Chrysostome vous parleront de la force de volonté qui illuminait l'esprit et l'intelligence des serfs aspirant à se libérer de cette dictature insupportable. Le paysan a raison : pour lui, c'est une dictature.

Mais l'État féodal avait une forme de gouvernement unipartite. Il n'existait pour lui qu'un parti uni et unique : l'Eglise. Celle-ci n'admettait aucun autre parti, ni même de groupement ou fraction ; elle comprenait que toute secte hérétique (groupe, fraction) était l'embryon d'un parti nouveau ; cela est contraire au système unipartite de gouvernement ; aussi c'est par le fer et par le feu que tous les groupements et fractions et même toute différence d'idée étaient détruits ; en effet, une pensée différente peut devenir une « plateforme », la doctrine d'une secte, d'un groupe. Mais cette forme gouvernementale unipartite n'em-

## BRIEF AUS WARSCHAU (nach den Wahlen).

Im Augenblick, da diese Zeilen geschrieben werden, weiss man bei uns in Warschau nur wenig über die Resultate der Zusammenkunft Beck-Hitler. Es laufen allerlei Gerüchte um. Die Stalinisten, die bekanntlich ihre Partei in Polen aufgelöst haben und sich übrigens sehr selten — in verschiedenen « demokratischen » Organen äussern, behaupten ziemlich schüchtern, Hitler habe Beck viele beruhigende Versprechungen gemacht und der Zug in die Ukraina sei nicht aktuell. Alles das geschähe halt nur, um die Aufmerksamkeit abzulenken, aber in Wirklichkeit habe Hitler vor,

gegen Frankreich Krieg zu führen. Daher müsse Frankreich unbedingt sich mit Polen und der Sowjetunion zur Aufrechterhaltung des « unteilbaren Friedens » vereinigen.

Wie man sieht — nichts neues. Die alten Hoffnungen, aber sie werden mit immer geringerer Überzeugung ausgesprochen. Anders kann es auch nicht sein, denn die Tatsachen weisen darauf hin, dass Becks Wendung zu Stalin nur ein taktisches Manöver war, aller Wahrscheinlichkeit nach nur hervorgerufen durch den Wunsch die Zusammenkunft mit Hitler und irgendwelche, und sei es auch nur kleine Zugeständnisse zu erhalten. Die Wendung war deshalb nur kurzfristig, gegenwärtig

péchait pas que la démocratie existât pour le seigneur. Au contraire, c'était la garantie la plus complète de l'existence d'une démocratie pareille.

Conformément à la théorie assurant que la dictature d'une classe est celle d'un parti, nous aurions ici une forme dictatoriale pure excluant toute démocratie. Nous voyons qu'il n'en est pas ainsi. Il n'est pas vrai non plus que cette dictature ne serait pas légale, fondée en droit, mais reposerait uniquement sur la violence. Non, elle est au contraire très juridique, trop juridique même, car les lois sont fixées ici par Dieu lui-même, par l'intermédiaire de son envoyé sur terre. « Il n'est pas de pouvoir qui n'émane de Dieu ». « Peuples, comprenez et soumettez-vous ! » Que pourrait-on trouver de plus légal ? Mais les lois elles-mêmes, la norme étaient la volonté de la classe dominante. C'est une chicotte que celle-ci a tressée pour ramener à la raison les serfs déraisonnants, insolents, aux pensées perfides. « L'esclave qui ne moissonne pas bien se châtie lui-même ». Si tu ne moissonnes pas proprement, tu n'as qu'à recevoir une quantité légale de coups de knout, trique ou autres objets de même genre. C'est ta propre faute. Il existe une Loi et celle-ci ordonne : « Moissonne bien ». Or, l'esclave a moissonné mal. Il doit donc recevoir ce que la loi lui fixe.

Mais le seigneur avait raison non seulement sur ce point, mais encore sur un autre, à savoir : la situation du serf dans tous les pays était au point de vue juridique et matériel infiniment supérieure à celle de l'esclave. Si nous comparons la position de l'esclave dans l'antique république *démocratique* à celle du serf dans la monarchie « absolue » et dictatoriale, il faut bien le dire, qu'il y a un progrès réellement énorme : le travailleur se transformait d'objet en homme. Mais cette transformation ne fut possible que sur la base de nouveaux rapports dans la production, qui ne pouvaient s'établir que grâce à un travail plus évolué, ayant atteint un degré plus élevé des forces productives que celles sur lesquelles reposaient la situation de l'esclave et de l'esclavagiste.

Considérons maintenant le prolétaire et le capitaliste de nos jours.

L'ouvrier travaille là où le capitaliste le veut, d'après les procédés que ce dernier détermine. Le prolétaire s'est loué, donc vendu. Aussi ce n'est pas lui qui s'approprie tout ce que son travail a créé, mais c'est le capitaliste qui s'en empare. L'un ordonne, l'autre exécute. L'exécuteur reçoit pour sa peine exactement ce qui lui permet de continuer à créer des richesses pour son maître, son loueur, le capitaliste.

spricht man fast nicht mehr davon. Ihre einzige praktische Folge — sieht man von der Rückgabe der polnischen Kirche in der Miliutingasse zu Moskau an die polnische Regierung ab — ist die Reise eines der Leiter des polnischen Industrie- und Handelsministeriums, Lychowski, nach Moskau. Diese Reise ist deshalb interessant, weil Lychowski den Auftrag hat über den Ankauf von Mangan- und Eisenerzen durch Polen sowie von Roh-Phosphor zu verhandeln, alles Rohstoffe, die man zur Kriegsführung braucht und die so sehr fehlen... nämlich in Deutschland. Die Geschichte mit den Skodawerken scheint also sich in polnischer Neuausgabe zu wiederholen.

Indessen hat die Stalinregierung grosse Hoffnungen auf die Annäherung an Polen gesetzt. Alle in Warschau wissen, dass sie mit allen Mitteln eine Reise Litwinows nach Warschau anstrebte. Eine Zeitlang schien es, dass Litwinow wirklich kommen würde, trotz aller Dementis ; sogar der Zeitpunkt wurde genannt — Ende Januar. Vor einigen Tagen schrieb « Kurjer Polski » offenherzig : « Kommen sollte Litwinow, aber kommen wird Ribbentrop »...

Man behauptet, Stalin habe die polnische Regie-

runge auf ziemlich eigenartige Weise « kaufen » wollen : er schlug angeblich, als Gegenleistung für eine polnisch-sowjetische Annäherung die Auflösung der Komintern vor und sei dabei bereit gewesen, alle notwendigen Garantien zu geben, damit die Auflösung wirklich und ernst werde. Man sagt, dass Beck diesen Argumenten kein Ohr geschenkt habe, weil die Auflösung der Komintern sowieso beschlossene Sache ist, und Stalin schlug sie auch anderen Ländern vor ; und, was die Hauptsache ist, die Existenz der Komintern rührt Polen wenig, denn die stalinistische Partei ist sowieso aufgelöst und von ihrer Reorganisation ist vorläufig keine Rede. Die Auflösung der Komintern unter solchen Bedingungen könnte nur für Deutschland ungünstig sein, da sie Hitler das Argument des Kampfes gegen « das Zentrum der Weltrevolution » nähme.

Wichtigere Ereignisse in Polen fielen mit dem Verschwinden der polnisch-sowjetischen Annäherung zusammen — wir meinen die Sejmwahlen und dann die Wahlen der städtischen Selbstverwaltungen.

Kann man die Sejmwahlen überhaupt Wahlen nennen, so gaben sie der Regierung 67% der

Ce sont ces rapports qui sont érigés en norme, en loi, en droit ; c'est sur leur base que se meut et se règle la vie de la société. Prolétaire et capitaliste sont tels suivant la loi. Tout est conforme à la loi. L'un travaille, l'autre s'approprie ce qui est créé dans le travail. C'est légal et normal.

Mais est-ce une dictature ou une démocratie ?

C'est l'une et l'autre à la fois. Si nous nous adressons au capitaliste (ou à ses scribes, les idéologues), de sa voix la plus douce il nous dépeindra toutes les splendeurs de cette démocratie ; il nous prouvera que, comme deux fois deux font quatre, elle est l'incarnation des lois éternelles et immuables de la nature humaine, la réalisation dans la vie des principes de l'Éternité, de l'Esprit, de l'Absolu, de la Raison et, s'il le faut, même de la très Sainte Trinité. En la défendant, il protège en même temps la civilisation et les bases sacrées de celle-ci, les principes éternels. Il est toujours prêt à cette défense cruelle, acharnée, féroce. Il suffit de se rappeler avec quelle cruauté tenace la bourgeoisie du monde entier fit la guerre pendant trois longues années au prolétariat russe ; celui-ci avait voulu, en octobre 1917, se passer des capitalistes, des exploités ; il porta atteinte aux principes démo-

cratiques, il apparaîtra alors clairement que les prolétaires insolents, aux cas où ils songeraient à des actes analogues à ceux d'octobre, dans un autre pays, non pas « chez eux », doivent s'attendre aux châtements les plus cruels. Et la répression en Allemagne contre les spartakistes ? Et en Bavière ? Et en Hongrie ? Et en Italie ? Et en Finlande ? Et... ? Et... Et...

La bourgeoisie sait apprécier sa démocratie, mieux que personne l'a jamais fait. En effet, elle a versé plus de sang pour la défendre que tout autre régime au monde. Comparativement à elle, hobereaux et esclavagistes sont des agneaux innocents. Que fera-t-elle voir maintenant au monde avec ses détachements de mercenaires bien dressés, entraînés et engraisés, armés de bombes à gaz, de chars d'assaut, d'aéroplanes ? Sa répression dans le passé n'est que vètille à côté de l'avenir. Si ce régime n'était pas pour la bourgeoisie la démocratie, le paradis, le règne de la Raison Éternelle, le défendrait-elle avec tant d'acharnement ? Le bourgeois a raison. Pour lui c'est une démocratie.

Mais si nous nous tournons vers le prolétaire qui ne vend que son travail et non pas son esprit,

Stimmen. Weder die rechte noch die linke Opposition nahmen an diesen Wahlen teil. Sie wurden ungefähr nach den gleichen Grundsätzen wie bei Hitler veranstaltet, mit einigen polnischen Besonderheiten. Die Regierung kündigte ihren riesigen Sieg an, der angeblich darin bestünde, dass trotz der Enthaltung der Opposition 60-70% der Bevölkerung sich beteiligt hätten. Aber die polnischen « Besonderheiten » bestehen darin, dass der Apparat schlecht arbeitet. So zeigen sich die läppischen Fehler manchmal von der unerwartetsten Seite : durch Polizei und Gericht. Dadurch erklärt sich, dass die Wahlen am 6. November stattfanden, aber ihr Epilog erst vor einigen Tagen, im Gericht von Warschau.

Der Held des Epilogs ist ein Arbeiter Baranowski, den die Polizei am Tage der Sejmwahlen verhaftete und der erst jetzt vor dem Gericht stand. Die Anklage : er stand am Wahltage auf der Strasse, vor einem Wahllokal. Man bespitzelte ihn. Es stellte sich heraus dass er die ganze Zeit etwas aus einer Tasche in die andere tat. Baranowski wurde verhaftet und durchsucht. Aber es stellte sich heraus, dass in seinen Taschen nicht Bomben, sondern... rohe Erbsen waren. Er behauptete, er liebe Erbsen und ässe sie immer roh. Aber es fanden sich Zeugen, die die Bösartigkeit und Lügenhaf-

tigkeit dieser Aussage bewiesen : nach ihren Aussagen legte Baranowski die Körner aus einer Tasche in die andere, um die Zahl der eintretenden Wähler genau festzustellen. Kein Zweifel, so sagten sie aus, dass er « sein » Resultat dem offiziellen gegenüberstellen wollte. Das Gericht glaubte nicht B., sondern den Zeugen. Aber da das polnische Gesetz noch keinen Paragraphen für die Bestrafung des Unglaubens an offizielle Zahlen besitzt, so wurde er wegen des « Versuchs, den normalen Strassenverkehr zu stören » verurteilt.

Auf jeden Fall kann man sagen, dass zwischen den Sejmwahlen und den Wahlen für die städtische Selbstverwaltung ein grosses Missverhältnis klafft, milde ausgedrückt. Gaben die Parlamentswahlen der Regierung 67% der Stimmen, so ist das Resultat der Wahlen vom 18. Dezember ganz anders.

WARSAU : Regierungsvereinigung (« Gruppe der Volksvereinigung ») : 39, PPS - 27, Bund - 16, Volksdemokraten (Rechte) - 11, rechte, rein faschistische Gruppe der ND - 4, jüdische bürgerliche Parteien - 3.

KRAKAU : Regierung - 22, PPS - 24, Volksdem. - 12, Zionisten - 11.

LODZ : Regierung - 11, PPS - 35, Bund - 11, ND - 18, deutsche Nazis - 5.

il nous dira que c'est une dictature cruelle, féroce, disposant en plus des fléaux que possédaient esclavagistes et seigneurs, encore d'un autre qui lui est propre : la famine. Si pénible qu'ait été la vie de l'esclave et du serf, ceux-ci savaient qu'eux et leur famille auraient à manger à leur faim aujourd'hui et demain. La croûte de pain leur était assurée. Et maintenant ? Il n'est pas un prolétaire qui puisse être certain de ne pas se trouver demain sur le pavé... La bourgeoisie a dressé bien des rebelles et des audacieux en usant de ce fouet. Quant aux nombreuses insurrections prolétariennes dans tous les pays où les prolétaires inondèrent de leur sang les rues des villes, ne disent-elles pas plus éloquemment que tous les phraséologues ce qu'est pour le prolétariat cette démocratie ?

Le prolétaire a raison, oui, pour lui c'est une dictature.

POSEN : Regierung - 19, ND - 19, ND - 52, PPS - I Mandate.

Mithin hat die Regierung selbst nach den offiziellen Angaben eine schwere Niederlage davongetragen. Die Volksdemokraten (ND) sind nur in Posen stärker geworden, wo es keine grossen Betriebe gibt, aber in anderen Städten des früher deutschen Polens, wie Inowraclaw verloren sie, gegen die vorigen Wahlen, mehr als die Hälfte der Stimmen zugunsten der PPS.

Diese Verschiebung wird sich kaum in der Politik der Regierung widerspiegeln. Schon laufen Gerüchte um, dass die Regierung « die Sache so nicht lassen wird ». Man muss bemerken, dass schon vor den Wahlen neue Gesetze eingeführt wurden, die eigentlich die Verfolgung jedes Missliebigen gestatten. Nach diesen Gesetzen unterliegen der Bestrafung selbst « Verbrechen » wie « Handlungen, die den Export polnischer Waren schädigen » oder « Beteiligung am Abhören antipolnischer Sender in grösseren Gruppen ». Alle anderen Gesetze sind ebenso verschwommen abgefasst. Streiks und die Presse werden selbstverständlich nicht vergessen. Eine halbfaschistische Zeitung hat vor einige Tagen die Abschaffung der Konzentrationslager gefordert ; « diese Lager waren für die Verbrecher geschaffen, die man gerichtlich nicht belangen konnte, weil ihre Verbrechen nicht vorgesehen waren. Aber nach den neuen Gesetzen ist alles vorgesehen... »

Jedenfalls besteht kein Zweifel daran, dass die Regierung gegen die für sie unerwarteten Ergebnisse der Wahlen mit allen Mitteln kämpfen wird und

Mais l'Etat bourgeois a une forme de gouvernement multipartite : il existe dans cet Etat de nombreux partis, même communistes ; cela ne l'empêche pas d'être une dictature.

Pourtant, d'après la théorie assurant que la dictature d'une classe est la dictature d'un parti, n'admettant pas l'existence d'autres partis, nous serions donc dans le cas considéré, en présence d'une démocratie pure et nullement d'une dictature.

Mais le pouvoir dans l'Etat bourgeois tout en admettant une forme gouvernementale multipartite, est en outre légal, ultra-légal ; son plus grand désir est que tout le monde observe les lois ; c'est vraiment extraordinaire : pas le moindre symptôme dictatorial ! La démocratie la plus pure !

dass die neuen Gesetze in diesem Kampf ihre Hauptwaffe sein werden.

Das ist umso wahrscheinlicher, als die Wirtschaftslage des Landes sich erneut scharf verschlechtert. Die Preise der Agrarprodukte fallen fortwährend scharf, und das bedeutet buchstäblich Hunger auf dem flachen Lande. Der Aussenhandel weist im Jahr 1938 ein Defizit von 4.973.955.335 Zloty, um 210 Millionen mehr als 1937. Das Budget ist gleichfalls nur mit Defizit « balanciert », wozu hauptsächlich die Annexion der tschechischen Teile von Schlesien beitrug. Die Ölausbeute fiel erneut.

Kein Wunder, dass die Regierung schon jetzt eine Reihe von auch polizeilichen Massnahmen ergreift. Charakteristisch dafür war die vor einigen Tagen erfolgte Eröffnung des polnischen Sejm. Das Sejmviertel wurde schon früh am Morgen von Polizei umzingelt. Die Regierung erwartete feindselige Kundgebungen oder... terroristische Akte. Aber es passierte nichts besonderes. Wir denken übrigens, dass man eine revolutionäre Massenbewegung für die allernächste Zeit nicht zu erwarten hat...

Stefan S-icz.

#### A. Rudolf : LETTRE DE PRAGUE

*Le stalinisme et la Tchécoslovaquie  
La fin d'une illusion*

Il serait exagéré de prétendre que la Tchécoslovaquie d'avant les tragiques journées de septembre avait été un « bastion de la politique de Staline ». Mais il est certainement vrai que le Parti Commu-

niste et ses diverses organisations auxiliaires, interdites depuis, avaient eu un rayonnement qui dépassait de loin celui des véritables effectifs de ces groupements.

Comme il s'agit ici d'un exemple typique de cette politique « de pénétration », il est peut-être instructif d'examiner de plus près les méthodes que le stalinisme avait employées dans cette partie de l'Europe.

L'erreur fatale de la politique de Benès qui avait cru pouvoir paralyser l'influence allemande par un rapprochement vers l'U. R. S. S. fut exploitée d'une façon inouïe par l'Internationale Communiste et toutes ses innombrables ramifications. On connaît par ailleurs un peu cette méthode en France où les intellectuels stalinophiles font l'impossible pour convaincre tout le monde qu'il faut, pour le moins, tolérer idéologiquement la politique de Moscou et de ses succursales étrangères pour éviter « un mal plus grand ».

Tous les moyens de chantage, de pression morale et matérielle, de calomnie et de corruption furent utilisés, le pacte d'assistance mutuelle conclu en 1935, pour créer une atmosphère qui rendrait impossible, non seulement dans les rangs socialistes, mais aussi chez les partis et groupements bourgeois de gauche, la moindre observation critique concernant l'U. R. S. S. et le Komintern. Des « brigades spéciales » furent organisées pour influencer la presse. Quand, par exemple, le *Sozialdemokrat* de Prague osait publier, dans la première année dudit pacte, des articles sur l'U. R. S. S. qui avaient le malheur d'être objectifs et de déplaire, par conséquent, aux staliens, les brigades en question inondaient la rédaction de lettres de protestation signées par des « lecteurs fidèles », des « vieux membres du parti socialiste », etc., qui menaçaient de boycotter la feuille et même de quitter le parti si des articles de ce genre continuaient à paraître. Pendant assez longtemps, l'organe central de ce parti jadis si fort, se pliait à la pression double. « Le pacte d'assistance mutuelle nous impose une certaine réserve » déclarait textuellement à l'auteur de ces lignes le « camarade » Strauss, alors rédacteur en chef de l'organe socialiste. « Et du reste, nos lecteurs ne veulent pas lire cela, ils ont une attitude positive vis-à-vis de l'U. R. S. S. J'ai tout un tiroir plein d'articles critiques dont je ne nie pas l'objectivité, mais je ne les publierai pas ». Il en fut de même chez les socialistes tchèques et leur organe *Pravo Lidu*.

Cette attitude dura jusqu'à l'été de 1936, quand l'indignation causée par le procès Zinoviev obligea les socialistes allemands et aussi certains organes

démocratiques de gauche à changer de ton. Mais même dans ces cas, l'attitude critique se limita aux procès. Du reste, les socialistes tchèques et les intellectuels « démocratiques » retombèrent bientôt dans leur vieil opportunisme de « ne pas offenser la nation alliée ». Les staliens firent tout pour exploiter cette conjoncture favorable. Ils se faufilèrent partout dans les clubs et organisations démocratiques, dans les syndicats, socialistes et chrétiens, les associations culturelles, sportives, littéraires, dans les rédactions. Ils avaient soin de sortir partout des hommes de paille « neutres et sans-parti » qui, en réalité, n'étaient que les marionnettes des fonctionnaires staliens. On pouvait, par exemple, lire dans un journal autrefois honnêtement démocratique, les *Lidové Noviny*, que les trotskystes étaient des agents de la Gestapo et que même leurs adhérents sincères faisaient, à leur insu, le jeu d'Hitler. Dans un club démocratique, genre « Club du Faubourg », « Pritomnost », on pouvait entendre pérorer, bien accueillis par un auditoire bourgeois, les chefs staliens sur le front populaire « comme sauvegarde de la démocratie » etc. Dans les meilleurs cinémas, le même public bourgeois, fier de sa carte d'adhérent des « Amis de l'U. R. S. S. », accueillait par des applaudissements frénétiques les plus piteux films soviétiques. Au « Bert-Brecht-Club », autre cercle littéraire, « neutre et sans-parti », rigoureusement contrôlé par des chefs staliens notoires comme Wieland Herzfelde, F.-C. Weiskopf, etc., on arrangeait des meetings pour déclencher une offensive contre les publications « indésirables » comme les livres de Gide, Silone, et autres témoignages indépendants. Ici on pouvait assister au triste spectacle de voir défiler des orateurs « non-communistes » comme les soi-disant « socialistes » Seydewitz et Friedländer, dont le langage ne se distinguait en rien de celui des staliens cent pour cent. L'essence de leurs interventions se résumait en un appel à fermer les yeux sur toutes les horreurs du stalinisme en U. R. S. S., sur toutes ses erreurs et tous ses crimes à l'étranger, pour « ne pas compromettre l'unité démocratique antifasciste ».

Il ne faut pas oublier que la fameuse campagne, déclenchée en été 1937, contre toute une série d'anciens communistes, passés à l'opposition par suite de l'évolution connue de l'U. R. S. S., était organisée à Prague en profitant de l'immunité parlementaire de quelques députés et sénateurs du Parti Communiste Tchéque. Cette campagne avait pour but d'anéantir moralement et matériellement les personnes en question, publicistes pour la plupart, en les accusant d'être des « agents de la

Gestapo ». Et quoique les faux utilisés à l'appui de ces affirmations monstrueuses, les contradictions entre les diverses feuilles staliniennes elles-mêmes fussent plus qu'évidentes, ni la presse socialiste, ni les feuilles de gauche n'avaient le courage de publier les rectifications que leurs avaient adressées les personnes touchées. On craignait de faire tort à « l'allié soviétique » et au « front populaire » qui, du reste, n'a jamais été réalisé en Tchécoslovaquie.

À cette époque, toute une série d'arrivistes et d'affairistes obscurs tournaient autour des fonctionnaires staliniens. On s'attachait aux rédacteurs de la presse communiste pour placer des articles soit à Prague, soit à Moscou. On cherchait à établir des relations avec la maison d'éditions d'État de l'U. R. S. S., car on avait appris que les œuvres d'un homme comme Feuchtwanger, nettement anticomuniste en 1933, converti soudainement, stalinophile en 1936, avaient atteint un tirage de 300.000 en U. R. S. S. et que les honoraires en devises étrangères étaient payés à raison d'un franc français pièce.

En un mot, on ne pouvait plus tourner sans sentir partout, dans ces milieux de la « gauche indépendante », cette atmosphère que connaissent si bien ceux qui ont été en U. R. S. S. stalinienne : atmosphère où l'on sait que chacun ment, où l'on sait que son partenaire ment à son tour et où tout le monde doit faire semblant de croire tout ce qu'on dit et ce qu'on entend tout répéter ces slogans usés sur l'U. R. S. S. comme « rempart de la civilisation et de la démocratie tchécoslovaque », sur la « puissante armée rouge ».

Dans les journées critiques de septembre, ce bourrage de crânes avait atteint son apogée. Inutile d'insister sur la quantité d'illusions dangereuses que les staliniens ont répandues durant ces semaines. Il suffit de constater que même des ahérents de la droite, y compris, ceux de la « Narodni Sjednoceni » (Union Nationale, l'ancien parti de Kramar), établirent souvent, à l'échelle locale, le « front unique » avec les staliniens, en disant avec satisfaction qu'enfin, « après vingt années de négation, les communistes ont trouvé une attitude positive vis-à-vis de l'État ». Grâce à cette propagande persévérante, pour laquelle la centrale de Moscou ne ménageait pas l'argent, la plus grande partie de la nation tchèque fut convaincue que l'U. R. S. S. était prête à venir en aide à la Tchécoslovaquie, même si la France n'intervenait pas.

Et le jour du 22 septembre, quand le gouvernement tchèque, abandonné par ses alliés, y compris l'U. R. S. S., qui lui recommandait... de s'adresser

à la Société des Nations céda à la pression allemande, les « démocrates » staliniens étaient les premiers à traverser les rues de Prague en poussant des hurlements : « Nous voulons une dictature militaire ! »

On connaît les efforts désespérés de la presse stalinienne qui tâchait d'« expliquer » ensuite que seule l'U. R. S. S. n'avait pas trahi. On sait aussi que ces explications n'étaient pas trop convaincantes.

L'évolution tchécoslovaque n'est plus à refaire. Ce qui importe, c'est d'en tirer les conclusions pratiques pour l'attitude de tous les esprits vraiment indépendants vis-à-vis de la démagogie stalinienne. Il faut établir une fois pour toutes les responsabilités du stalinisme dans cette fin de la démocratie tchécoslovaque. Il ne faut pas oublier que, malgré son échec, le stalinisme ne désarme pas. Il a transféré ses centres idéologiques et « opératifs » en Europe occidentale, en Scandinavie, en Amérique. Nous voyons, d'ores et déjà, que jusque dans les milieux socialistes, la « leçon tchécoslovaque » ne semble pas avoir porté. On voit, réapparaître ces dangereuses illusions sur l'U. R. S. S. comme « défenseur des démocraties », cette puéride idéologie du « moindre mal » qu'est une alliance avec les laquais de Staline. Aux États-Unis, surtout, où ces idées sont répandues comme elles l'étaient en Tchécoslovaquie, on retrouve cette opinion de plus en plus. Mais même en France, certains milieux ne semblent avoir rien appris.

C'est pour cela qu'il faut faire ressortir de la façon la plus nette les enseignements de « l'exemple tchécoslovaque ». Comme toutes les choses fondamentales, ces conclusions sont extrêmement simples.

## HUMOUR BRITANNIQUE

DE LA MOUTARDE APRÈS DINER

La revue anglaise « The Economist » critique la politique étrangère du gouvernement britannique en ce qui concerne la question tchéco-allemande. La formule anglaise, sèche et âpre, est si belle qu'il serait dommage de ne pas la signaler aux lecteurs désireux de connaître les sentiments des économistes illustres qui dirigent la revue bien pondérée. Ils disent ceci :

*En regardant le passé, nous voyons nettement que la Grande-Bretagne et la France, pas plus tard que le 22 mai, n'avaient qu'à faire l'une des deux choses : ou mettre l'Allemagne en garde qu'elles marcheraient ou mettre la Tchécoslovaquie en garde qu'elles ne marcheraient pas.*

Constatacion très sage faite à Noël.

## SOZIOLOGISCHER QUERSCHNITT DURCH DIE SOWJETLITERATUR

Von Vera Alexandrowa

Im leidenschaftlichen Streit über den Charakter der russischen Revolution bedient man sich selten und ungern des Materials, das die sowjetrussische schöne Literatur bietet. Von Anfang an scheint diese Literatur durch das Regime, das auch der Kunst die Freiheit des Ausdrucks genommen hat, kompromittiert zu sein. Doch bei aller Relativität und Gebundenheit dieses Zeugen darf man auf seine Aussagen nicht verzichten. Der Wert dieser Aussagen kommt besonders deutlich zum Bewusstsein wenn man nicht einzelne Werke, sondern die Gesamtentwicklung der Literatur in Bezug auf ihre Thematik und die charakteristischen Vertreter untersucht.

Eine der ersten Novellen, die auf dem Material der revolutionären Wirklichkeit aufgebaut war, entbehrt nicht einer gewissen Symbolik. Es ist die Novelle « Das Kind » von einem bis dahin unbekanntem jungen Schriftsteller Wsewold Iwanoff.

Eine Abteilung roter Partisanen findet in den Steppen der Mongolei einen Säugling, der von einer geflüchteten Weissgardistenfamilie zurückgelassen wurde und nimmt sich seiner an. Da das Kind keine Kuhmilch verträgt, entführen die Partisanen eine junge Kirgisin, die sie beim Stillen ihres Kindes überraschen. Von nun ab ist sie gezwungen auch das Partisanenkind mitzubetreuen. Doch bald merken die braven Soldaten, dass « ihr » Kind blass und mager, das Kirgisenkind dagegen rund und dick wird. Sie wiegen die beiden, und als es sich herausstellt, dass der kleine Kirgise in der Tat mehr wiegt, als das « christliche Bürschlein », töten sie den Kirgisen. Strahlend beobachten sie nun aus dem Versteck wie « ihr » Kind der alleinige Konsument der ganzen Milch wird. Und hinter ihnen « jagen ins Ungewisse : Schluchten, Steppe, fremde Mongolei — ein wildes, freudloses Tier ».

Man gab oft als Geburtsstätte der vorrevolutionären russischen Literatur den « Dörflichen Friedhof » an (Anspielung an die berühmte Elegie von Shukowsky). Die Sowjetliteratur dagegen ist in den Tiefen der russischen Provinz inmitten des Bürgerkrieges geboren ; vielleicht ist sie sogar « das christliche Bürschlein », dessen Leben durch den Tod mancher Hoffnungen und Träume erkauft worden ist...

Versucht man, die Fülle der Werke dieser Lite-

ratur zu überblicken, so fällt es auf, dass sie ihrem Inhalt nach in drei Perioden, eingeteilt werden kann die zugleich drei Etappen der russischen Revolution sind. Die Werke der ersten Gruppe schildern den Bürgerkrieg. Die eigentliche Fabel ringt sich in ihnen nur mühsam durch den Wirrwarr aufgeregter Stimmen hindurch. Jedes Werk ist wie ein Haus mit breit aufgerissenen Fenstern und Türen. Nicht auf die Schilderung der revolutionären Vorgänge kommt es den Schriftstellern an, sondern lediglich auf die Widergabe der Stimmungen, der Dynamik einer grossen Volksrevolution.

Inhalt und Charakter dieser gewaltigen Volksrevolution lassen sich indirekt auch durch die Herkunft der neuen Schriftstellergeneration erraten. Die tragende Flut der Jungen besteht in ihrer grossen Mehrheit aus Repräsentanten der kleinbürgerlichen Intelligenz halb städtischer, halbbäuerlicher Provinz. Typische Vertreter dieser Anfangsperiode sind WSEWOLOD IWANOFF, NIKITIN, PILNJAK, LYDIA SEIFULLINA, FURMANOFF, SERAFIMOWITSCH u.a.m.

Sehr wichtig ist es auch, zu vermerken, dass diese Schriftstellergeneration durchaus nicht als Bahnbrecherin in der Literatur auftritt. Künstlerisch sowie ideologisch erscheinen sie vielmehr als Epigonen einer vorhergehenden, langwierigen, doch beharrlichen Entwicklung, die ihren Anfang in den 60er Jahren des vorigen Jahrhunderts im Auftreten des revolutionären « Rasnotschinez » (Plebejer) genommen hat. Es ist auch durchaus kein Zufall dass gerade Maxim Gorki die Rolle des Vermittlers, der « lebendigen Brücke » zwischen der vorrevolutionären und der sowjetistischen Literatur spielte und als grosser Sammler der schöpferischen Kräfte der plebejischen Literatur auftrat.

Der eigentliche proletarische Kern der neuen Schriftstellergeneration war von Anfang an kümmerlich. Von Schriftstellern proletarischer Herkunft waren LIASCHKO, NIKIFOROW, GLADKOW mehr oder weniger schon während der ersten Revolution von 1905 aktiv. Als Schriftsteller haben sie ihre ersten Schritte in der darauf folgenden Periode der Reaktion gemacht und dabei die Gastfreundschaft der Provinzblätter genossen ; ihnen allen mangelte um diese Zeit an wirklicher Schöpferkraft, sie schleppten sich mühsam im literarischen Fahrwasser der Volkstümlichkeitstraditionen. Jünger sind nur SEMENOFF und TSCHEUMANDRIN. Der erste, Sohn eines Petersburger Arbeiters und

selbst noch kurz vor dem Bürgerkrieg ein junger Arbeiter, Tschumandrin ist ebenfalls ein junger Arbeiter gewesen. Wenn auch ihr Schaffen nicht bahnbrechend erscheint, so haben sie doch in ihren Werken (« Natalia Tarpowa » von Semenoff, « Die Verwandtschaft », « Fabrik Rablé » und « Ehemaliger Held » von Tschumandrin) wirkliche Kenntnisse des proletarischen Milieus und der Psyche der kommunistischen Parteifunktionäre gezeigt.

\* \*

Das Kleinbürgerliche und Epigonenhafte der Sowjetliteratur in ihren Anfängen hat seinerzeit die offizielle kommunistische Kritik empört, und so hat sie das Gros dieser Schriftsteller zu elenden « Mitläufern » der proletarischen Revolution degradiert. Umso ungeduldiger lauerte sie auf des Auftreten der echten « proletarischen Literatur ». Die Nachfrage hat auch hier das Angebot gefördert. Doch ehe man die nun emporgekommene « proletarische » Dichtung untersucht, muss man noch kurz bei den « Mitläufern » verbleiben.

Die Blütezeit der Sowjetliteratur fällt in die Periode der Neuen Oekonomischen Politik, « NEP » genannt, die nach Beendigung des Bürgerkrieges einsetzte. Auf die kurze Zeitspanne von 6-7 Jahren entfällt das Erscheinen der Werke, die auch im Ausland weit bekannt geworden sind, wie « Budjonnys-Reiterarmee » von BABEL, « Wyreneia » von SEIFULLINA, « Das nackte Jahr » von PILNJAK, « Panzerzug 14-69 » von Ws. IWANOFF, « Zement » von GLADKOFF, « Tschapaieff » von FURMANOFF, « Der eiserne Strom » von SERAFIMOVITSCH, « Die Erzählung über das Wichtigste » von SAMIATIN, Die Humoresken von SOSTSCHENKO ; « Die Scho-

kolade » von TARASSOW-RODIONOW, « Der Dieb » von LEONOW, « Michail Lykow » von EHRENBURG, « Der Neid » von OLJOSCHA « Die Neunzehn » von FADEJEW u. a. m.

Teilweise bewegen sie sich noch im Strom des Bürgerkrieges (Babel, Iwanoff, Fadejew), doch die Meisten nehmen ihren Stoff aus der NEP-Periode. Will man ihren Inhalt kurz andeuten, muss man vor allem ihren *nachrevolutionären* Charakter hervorheben. Ihr heimlicher Brennpunkt ist nicht so sehr die Revolution, wie vielmehr die *grosse Auseinandersetzung des riesigen kleinbürgerlichen, in der Revolution erwachten, Russlands mit der offiziellen Ideologie der « Diktatur des Proletariats »*.

Grossartig ist dieses Thema in dem viel umstrittenen Roman von LEONOW, « Der Dieb » gestaltet. Zwei Gestalten stehen im Mittelpunkt der Handlung : ein ehemaliger Arbeiter und zugleich Träumer, begeisterter Soldat der Revolution, Mitjka Wekschin, der, verblüfft durch die neuen sozialen Gegensätze der NEP und den Sieg des Spiessertums, zu einem fanatischen Dieb wird, und der junge Bauernsohn, Nikolka Sawarichin, der nach der Revolution nach Moskau kommt und hier erst einen armseligen Stand auf dem Markt aufschlägt und dann allmählich reich wird : « Der eine sinkt, der andere steigt in die Höhe. Wo sich ihre Wege begegnen, stehen Katastrophen, Kampf und Hass », doch « sind beide Boten der erwachten Millionen ».

Was den Leser der Werke der zweiten Periode besonders beeindruckt, ist die Tatsache, dass der *Seheinsieg des Proletariats* zum Hauptthema aller mehr oder minder links orientierten Schriftsteller wird (s. vor allem LIBEDINSKY « Die Woche », « Die Kommissäre », « Die Wendung »). Eine

Antonie Stern:

Aus : HANS BEIMLER. DACHAU-MADRID)

Krise in der Centuria Thaelmann

(Bericht Vinzenz)

Sitz der PSUC — Zentrale der Ausländer — Abteilung ist das Hotel Colon. — Dorthin muss jeder Milizianer um seine Post abzuholen, dort sind Beschwerden und Wünsche vorzubringen. Die Milizianer kommen von der Front, manche direkt aus dem Graben, durchfroren, verschmutzt, übermüdet. Sie werden von gewissen Genossen im Colon hochmütig empfangen und kurz abgefertigt. Dieser Bürokratismus empört die Milizianer — das lassen sie sich nicht gefallen.

« Die Drückeberger sollen erst mal raus ! Von denen da hinten lassen wir uns nichts sagen ! » heisst es dann. Die Unzufriedenheit erreichte ihren Höhepunkt, als man ihnen Lohnabzüge machte, angeblich zu Gunsten der Roten Hilfe.

« Für die Rote Hilfe ? Mag sein ! Freiwillig ! gern. Aber nicht über unsere Köpfe weg ! Wenn der Hans das hört — der gibt uns Recht ! » Das war die Meinung aller. So unbedingt zählen sie Hans zu den ihren, vertrauen seinem Urteil und seinem Entschluss.

Die Gelegenheit es ihm zu sagen, fand sich, als Hans Beimler, wie er es regelmässig tat, ein politisches Referat in der Kaserne abhielt. Bei der anschliessenden Diskussion machte sich der Aelteste, von ihnen der « Opa » genannt, zu ihrem Sprecher,

ganze Gruppe von Dichtern die mit der Arbeiterklasse sichtlich sympathisiert, wie KOROBOW, GRABARJ, NIKIFOROW, u. a. befassen sich mit dem Thema der Suche nach der Selbstorientierung der Kommunisten, vorwiegend aus den Arbeiterkreisen, in der von Widersprüchen geladenen Nep-Zeit. Die meisten der hier geschilderten Parteifunktionäre suchen ihre heimlichen Zweifel durch den wirtschaftlichen Wiederaufbau zu zerstreuen. Der alte Bolschewik Babitschew bei OLJOSCHA will nichts ausser seinem Nahrungsmitteltrunk kennen. Unmerklich vollzieht sich in den meisten von ihnen eine tiefe Wandlung : vom Kämpfer zum Beamten. Das Unbehagen der kommunistischen Arbeiter, die von der Partei in den Staatsdienst aufgenommen und sich in ein fremdes Milieu versetzt fühlen, ist gut gezeigt in den Novellen von NIKIFOROW. Der Direktor Plotizyn (« Entweder-oder »), umgeben von einer Schar bereitwilliger Sekretäre, kommt erst zu sich, als er seinen Freund, den Arbeiter Sergejtsch, trifft und mit ihm, als einfacher Arbeiter in die Fabrik zurückflieht. Auch Zepilow im « Laternenpfahl » des gleichen Verfassers, fühlt sich machtlos angesichts des ganzen bürokratischen Apparats, der dem Proletariat laut zuruft : « Hosianna, Du Sieger », um sich über den Sieger erst recht hinwegzusetzen.

Alle diese Schriftsteller schenken der Entlarvung der in die Partei und in den Apparat eingeschlichenen Streber viel Aufmerksamkeit (« Die Aufzeichnungen eines Eindringlings » von GRABARJ, « Polyp » von GLADKOFF usw.) Ihnen allen mangelt es an Optimismus, der offiziell verlangt wird.

\* \*

und brachte ihre Beschwerden vor... Sie sassen nach beendigtem Referat wie gewohnt beisammen, Hans in ihrer Mitte, als sich der « Opa » erhob und ungefähr folgendes sagte :

« Die Tage die wir hier verbringen durften und in denen man uns wirklich viel Freiheit liess, waren ja sehr schön ; sie waren nötig und haben uns gut getan. Aber wir sind zum Kämpfen nach Spanien gekommen, und ich drücke den Wunsch aller Kameraden aus, wenn ich sage, dass wir nun so bald wie möglich wieder hinaus wollen. Dabei möchte ich gesagt haben, dass da Einige auf den Bureaux sitzen, die uns gegenüber nicht den Ton anschlagen, den wir wünschen. Während wir draussen an der Front sind, und gern alle Entbehrungen auf uns nehmen, machen sich hier einige Genossen

Die junge Generation der Parteifunktionäre scheint weniger von Zweifeln bedrückt zu sein, als die alte. Natalia Tarpowa, der Tochter eines Arbeiters (in dem bereits erwähnten Roman von SEMENOFF), hat die Revolution nicht nur den persönlichen Aufstieg ermöglicht, sondern ihr auch ein weites Betätigungsfeld erschlossen. Allerdings scheint der Verfasser weniger optimistisch zu sein, als seine Heldin. Als einer der ersten hat Semenow den Typus des « parteilosen Bolschewiken », gezeichnet, der heute in der Sowjetunion eine so glänzende Karriere macht. Sein parteiloser Ingenieur Gabbruch sympathisiert aufrichtig mit dem Sowjetregime, weil für ihn nicht die offizielle Ideologie, sondern der allgemeine Aufstieg des Landes ausschlaggebend ist ; mögen die Kommunisten weiter davon reden, dass das Land « im sozialistischen Korsett » steckt... Das « sozialistische Korsett » ist in Wirklichkeit längst geplatzt und « der kommende Tag wird schon zeigen, für wen sie arbeiten ».

Die meisten unter den jüngeren Kommunisten gehören zu den « starken Naturen », die sich ihre Bereitschaft hoch anrechnen, sich über jegliche Zweifel und Skrupel hinwegzusetzen (wofür sie übrigens auch von der offiziellen Kritik gelobt, die Zweifler und Enttäuschten hingegen stiefmütterlich als « Leisetreter », « Kleinbürger », « fremdes Element » abgekanzelt werden).

Bezeichnend für die Werke der Nep-Zeit ist es, dass selbst die aus dem Proletariat stammenden Schriftsteller sich so gut wie gar nicht mit dem Durchschnittsarbeiter befassen. Der laut angebetete « Hegemon der Gesellschaft » huscht nur selten und ängstlich über die Szene, wo die neuen Herren — höhere Staats- und Parteibeamte — im

breit und tun gerade so, als hätten sie allein zu bestimmen ; wenn wir zurückkommen und auf den Bureaux was wollen, so fertigen sie uns kurzerhand ab. Das geht uns gegen den Strich wie die sich hier aufspielen. Und eine Sauerei ist es, dass man uns auch noch unsere Löhnung gekürzt hat. Wenn man uns Lohnabzüge machen will, so muss man uns zuerst fragen, und wenn es für einen guten Zweck ist, so werden wir freiwillig geben. Jeder gibt gern für die Rote Hilfe ; aber wir lassen nicht über unsere Köpfe weg bestimmen, am allerwenigsten von den Bureau-Bonzen, den Drückebergern. »

« Drückeberger raus ! An die Front ! » riefen einige dazwischen.

« Wir alle sind der Meinung, dass es manchem

Begriff sind, sich ein neues und bequemes Leben einzurichten.

\* \* \*

Und dennoch: nicht den Werken, die das städtische Leben in der NEP-Zeit nachgestaltet, sondern den Romanen die das Leben auf dem flachen Lande schilderten, war es beschieden, die ganze Ungelöstheit der sozialökonomischen Konflikte der russischen Revolution zu veranschaulichen (s. die Werke von NEWEROW, TSCHEWERIKOW, KOROBOW, KARPOW, AKULSCHIN, PANFEROW u. a. m.). Gezwungen, vor der Bauernschaft den Rückzug anzutreten, schob das Regime dem wirtschaftlichen Aufstieg der Bauern auf Schritt und Tritt Hindernisse in den Weg. Die Bauern ihrerseits spielten Versteckens mit der Staatsgewalt: sie stellten sich arm, sie zerlegten ihre Familienwirtschaften in mehrere angeblich selbstständige Parzellenhöfe, um das bischen Fett zu verheimlichen, das sie anzusetzen begannen; mit allen Mitteln versuchten sie (oft mit Erfolg), in die Dorfsowjets und andere Organe des Staatsapparats einzudringen. Und beide Gegner — die Diktatur einerseits, das wirtschaftlich emporstrebende Bauerntum andererseits — ahnten wohl, dass dieser Zustand nicht ewig anhalten konnte, dass der Knoten einmal zerhauen werden musste.

\* \* \*

Der Knoten wurde mit der Proklamierung der « Generallinie » zerhauen, d. h. mit der Durchführung der Industrialisierung und der gewaltsamen Kollektivierung.

Diese jähe Wendung der gesamten Politik

der Genossen hinten nichts schaden könnte, mal mit uns rauszugehen. Im Graben wird ihnen der Bürokratismus wahrscheinlich bald vergehen ».

Wer Hans beobachtet, konnte sehen, wie es in ihm bei diesen Worten aufzuckte. Er wechselte die Farbe, schien etwas sagen zu wollen, beherrschte sich aber und liess den « Opa » weiter sprechen.

« Ich hoffe dass Du mich nicht falsch verstehst, Hans. Du hast hier eine Aufgabe, die nur Du allein bewältigen kannst. Auch wissen wir alle, was Du durchgemacht hast, und dass Du viel lieber bei uns draussen wärst. »

Hans war bei diesen Worten erregt aufgesprungen.

« Ich frage euch Genossen! Seid ihr alle überzeugt, dass ich jeden Moment bereit bin, mit Euch hinauszugehen? »

konnte nicht ohne einen tiefen Nachhall in der schönen Literatur bleiben. Schöpfte die Sowjetliteratur des ersten Revolutionsjahrzehnts ihr Material im Wesentlichen aus den Geschehnissen des Bürgerkrieges, so beginnt sie jetzt ihr Material den grossen Staatsunternehmen abzulauschen. Noch bezeichnender als dieser Themenwechsel ist jedoch das Emporkommen einer *neuen Schriftstellergarnitur*, die mit dem « Mandat der Epoche » betraut wird.

Wir haben bereits gesehen, dass die Revolution ihre eigene Schriftstellergeneration die aus der Provinz gekommen war, emporgehoben hatte. Zwar stritt die offizielle Kritik diesen kleinbürgerlichen Dichtern das Recht ab, als Kronzeuge der proletarischen Revolution zu fungieren, dennoch haben sich gerade diese Schriftsteller dank ihrer intimen Verbindung mit den breiten Schichten der Bevölkerung und dank ihren Leistungen durchgesetzt. Um sie aus ihren Positionen zu verdrängen, hat man neben dem Allrussischen Schriftstellerverband noch während der NEP die Allrussische Assoziation der proletarischen Schriftsteller (« RAPP » genannt) geschaffen, die politisch, ideologisch und materiell auf jede Art bevorzugt wurde. Dies verlieh der « RAPP » eine magnetische Kraft, die nicht nur alles radikal Gesinnte, sondern auch alle nach Karriere Lechzenden anzog. Der ursprüngliche proletarische Kern dieser Organisation konnte nicht mit dem hurra-revolutionären Pathos der neuen Garde konkurrieren und wurde bald von ihr einfach überrannt. Am Ausgang der NEP gehörte die Führung in der « RAPP » einem Block der sogenannten « linken » Stalinisten (KIRSCHON, AWERBACH u. a.) mit den « Konstruktivisten » (SELVINSKI, VERA INBER, BAGRIZKI, SELINSKI u. a.)

« Aber Hans! Das wissen wir doch, Hans! » riefen sie alle wie aus einem Munde. (Tatsächlich gab es keinen, der nicht davon überzeugt gewesen wäre).

« Ihr könnt es mir glauben » sagte Hans, etwas ruhiger. « Viel lieber wäre ich bei Euch im Graben, als hier meine Arbeit zu machen. Aber die Arbeit hinten will eben auch getan sein, und braucht Kenntnisse die nicht jeder hat. Ich habe es schon verschiedentlich dem einen und dem anderen Genossen zu verstehen gegeben, dass sich seine breiten Schultern besser an der Front ausnehmen würden als hier hinten. Aber die Genossen halten sich hier für unabhkömmlich. Ich werde für Ersatz sorgen, um die Betreffenden hinaus zu befördern. Was Eure Löhnung betrifft, so ist das natürlich

Die Konstruktivisten prägten damals als erste die neue Lösung der Zeit, die in der Synthese zwischen « Amerikanismus und russischem Revolutionsschwung » liege. Dafür wurden sie auch von dem beleidigenden Spitznamen « Mitläufer » befreit und bekamen den Titel « *Verbündete der sozialistischen Revolution* ».

Um den richtigen Einblick in die Verhältnisse zu bekommen, verlohnt es sich auf eine Tatsache hinzuweisen: die führenden Köpfe der « RAPP » waren fast durchweg — im Gegensatz zu der ersten Schriftstellergeneration — nicht kleinbürgerlicher, sondern *bürgerlicher Herkunft*. Glänzend ist der Typus eines solchen « hurra-Linken » in der Novelle von RYKATSCHOFF « Der Aufstieg und Niedergang von Andrej Polosoff » entlarvt.

\* \* \*

Die eigentliche Funktion dieses Blocks der Kommunisten mit den « dem revolutionären Proletariat immer näher kommenden parteilosen Intellektuellen » war die des *trojanischen Pferdes*. Es gelang ihnen in der Tat die « RAPP » zu sprengen: am 23. April 1932 wurde die « RAPP » durch einen Beschluss des ZK der KPdSU aufgelöst. Die Auflösung wurde dadurch begründet, dass die « *klassenlose Gesellschaft* » bereits errichtet, das Bestehen einer *Klassen-Organisation* daher unnötig sei. Bleiben bei manchen Gutgläubigen noch irgendwelche Zweifel über den wahren thermidorianischen Charakter dieses Vorgehens übrig, so mussten sie 1937, als das 5-jährige Jubiläum dieser Auflösung mit grossen Pomp gefeiert wurde, endgültig zerflattern. Das Kainszeichen eines jeden Thermidors ist seine Wut auf den gestrigen Tag der Revolution,

eine Sauerei. Keiner kann euch Lohnabzüge machen, ohne euch vorher zu fragen. »

« Für die Rote Hilfe, hätten wir auch freiwillig gegeben! » riefen sie dazwischen.

« Das weiss ich » sagte Hans. « Aber niemand kann über eure Köpfe weg bestimmen. Ich werde die Angelegenheit klarstellen, und man wird euch Rechenschaft geben. »

Die Sache ging ihm augenscheinlich nahe. Sein Gesicht, das bei seinem Kommen so aufgeschlossen und heiter gewesen war, hatte sich im Lauf der Auseinandersetzungen verfinstert; auf seinen Zügen spiegelten sich abwechselnd Kummer, Zorn und Erregung wieder. Jetzt sah er müde aus. Er schien verletzt — aber nicht durch uns, denn er verabschiedete sich, wie gewohnt, herzlich, und

sein Hass nicht gegen die Feinde der Revolution, sondern gegen die gestrigen Verbündeten. Nun, das 5-jährige Jubiläum war ein toller Indianertanz auf den Leibern... von AWERBACH, KIRSCHON u. a., die bei dieser Gelegenheit als ärgste « Feinde des Volkes » gebrandmarkt wurden...

\* \* \*

Geht man von diesen internen Dingen ab, die das Leben der Schriftsteller betreffen, und kehrt man zu den Werken zurück die den Fünfjahrplan gestalten, so trifft man hier fast immer das gleiche Schema vor: im Mittelpunkt der Handlung steht gewöhnlich eine kleine Gruppe von tüchtigen und energischen Kommunisten, die die Weisungen der Partei und der Regierung durchführen und sogar überbieten (s. VERESSAJEFF « Die Geschwister », GLADKOW « Die Energie », KATAJEFF « Vorwärts, Du Zeit », EHRENBURG « Der zweite Tag » und « Ohne Atempause » u. s. w.). Sie arbeiten mit Hingabe und es gelingt ihnen, manche Arbeiter mitzureissen. Doch in der Regel findet die « Generallinie » wenig Gegenliebe bei den Arbeitern. Mit grosser Reserve, wenn nicht feindselig, betrachten die Arbeiter das Wirken der « Stossbrigaden-Enthusiasten », die die Betriebe durch die Schaffung einer Frontatmosphäre unsicher machen. Kaltschnäuzig bemerken sie hin und wieder mal, dass der Endeffekt des Ganzen wohl die « Erhöhung der Arbeitsleistung und Senkung der Löhne » sein wird (KARAWAJEWA « Die steile Stufe », NILIN « Ein Mensch geht bergaufwärts »).

Noch bezeichnender ist das Verhalten der jungen « Enthusiasten » gegenüber den breiten Arbeitermassen: bei aller Begeisterung für das *abstrakte*

drückte einem jeden die Hand. Wir versicherten ihm nochmals, dass er das Gesagte nicht auf sich beziehen dürfe. Hans verstand — gehörte er doch zu uns, sprach *unsere* Sprache.

Ja, er war müde. Wieder hatte man hinter seinem Rücken gehandelt, Bestimmungen getroffen, die die Jungen verärgern mussten. Er war es müde, immer wieder gegen die anzukämpfen, die durch Zwang erreichen wollen, was aus freiem Entschluss getan werden muss. Was aber haben die Republikaner der ungeheuren Ueberzahl des Feindes an Menschen und Waffen anderes entgegen zu setzen, als den glühenden Enthusiasmus der Freiwilligen?! Solche Methoden lähmten, stellten den Endsieg in Frage.

Proletariat und seine historische Mission zeichnet sich ihr Verhalten gegenüber den konkreten Arbeitskollegen durch ausgesprochenes Misstrauen aus. Manchmal wird die pathetische Schilderung des « sozialistischen Enthusiasmus » durch hässliche Vorwürfe jäh unterbrochen — die Arbeiter wären « Spiesser », « gierige Bauernseelen », die « für ein paar Zigaretten die Sowjetmacht verraten können » (Tschumandrin « Der weisse Stein », Jassenski « Ein Mensch wechselt seine Haut »).

Je mehr man Einblick in diese Werke bekommt, desto mehr gelangt man zu der Einsicht, die beinahe paradoxal klingt: das « sozialistische Pathos », von dem die Tagespresse schwärmt, findet in Wirklichkeit seine Träger nicht in den breiten Massen, sondern unter dem *durch die Revolution deklassierten Nachwuchs des Mittelstandes, des ehemaligen Bürgertums, sowie bei den aus der Arbeiterklasse aufsteigenden Elementen* (s. Awdejenko « Ich liebe »). Nicht weniger bedeutsam ist noch ein anderer Zug: im Gegensatz zu der Aufbruchperiode der Revolution sind die Helden der « zweiten Offensive der Revolution » durchweg keine Träumer und ruhelosen Phantasten; sie alle sind nüchterne Menschen, bedacht « handfeste Dinge zu verrichten ». Um ihnen zu schmeicheln, erzählen die Schriftsteller, dass viele unter ihnen schon im Bürgerkrieg aktiv waren. Doch vertieft man sich in den Stoff, so sieht man bald, dass dies nur für eine Minderheit zutrifft, die zumal im Bürgerkrieg keine Rolle spielte. Von der Front zurückgekehrt, begnügten sich die Meisten mit unbedeutenden Posten im *Provinzapparat* des Regimes, beteiligten sich an keinerlei « Diskussionen », gingen auf die Hochschule oder aufs Technikum. Anscheinend zufällig, in Wirklichkeit jedoch von einer gebiete-

Es ist ein heisser Spätherbstabend. Glühend geht die Sonne unter. Dort im Westen ist die Front — dort wird gekämpft! Hier erinnert nichts an Krieg... Blütenduft... Gesang der Vögel... aus manchen Häusern tönt Musik. Alles lässt die Gedanken rückwärts schweifen, in vergangene, friedlichere Zeiten. — Gebrochene Akkorde einer Gitarre lassen ihn aufhorchen. Er bleibt stehen. Wann hatte er das zuletzt gehört? Paris taucht vor ihm auf; breite Boulevards, Cafés, ein Kino... das Plakat: « Die Matrosen von Kronstadt. » Richtig, das war es: in dem russischen Film, der junge Matrose, der noch im Herabstürzen die Gitarre im Arm festhält. Bei seinem Todesturz klingt sie auf, jäh, in einem abbrechenden Akkord. Jäh — wie sein Leben abbricht. Tief ergriffen hatte

rischen inneren Gesetzmässigkeit getrieben — traten sie in dem Augenblick in den Vordergrund, als unter der Hülle des « sozialistischen Aufbaus » die entscheidende Etappe der Revolution — der Prozess der *Formierung der nachrevolutionären Gesellschaft* begonnen hat.

Am Ausgange des 1. Planjahrhüftts wendet sich die Aufmerksamkeit der Mehrzahl von Schriftstellern dieser emporsteigenden Schicht zu, die unter vielen Namen auftritt: bald heissen sie « Helden des Fünfjahrplans », « Berühmte Männer unserer sozialistischen Heimat », schliesslich « Edelleute unseres Landes ». Doch sind diese Werke künstlerisch gesehen nicht beachtungswert. Eine Ausnahme bildet der Roman « Peter der Erste », von A. Tolstoi, der auch mit Begeisterung aufgenommen wurde.

\* \* \*

Viele Schriftsteller haben vor Tolstoi die historische Parallele zu konstruieren versucht zwischen der Leistung Peters, der Russland gewaltsam aus den Krallen eines alten moskovitisch-feudalen Daseins in die Verhältnisse eines europäischen Staates hinübergeschwungen, und der Tat Stalins der das zurückgebliebene Land zum modernen Industriestaat gestaltet haben soll. Doch den Meisten (Pilnjak, Leonow, Sljotoff) fehlte der Mut; der Vergleich schien ihnen doch zu riskant. Tolstoi hat es gewagt und hat einen Sieg davongetragen. Man kann wohl sagen, dass sein Roman zu der Lieblingslektüre der Sowjetgesellschaft geworden ist. Dies ist durchaus begreiflich: die sich infolge der forcierten Industrialisierung und Kollektivierung rasch bildende gesellschaftliche « Elite » fühlte sich zu Beginn des « glücklichen und wohlha-

ihn damals der Klang, war ihm im Gedächtnis geblieben. Jetzt taucht er wieder auf. Welch schöner, beneidenswerter Tod, so zu sterben, im Kampf sein Leben hinzugeben, im Kampf!

Ist es Müdigkeit?... Vorahnung?! Der Spruch der Grossmutter fällt ihm ein: « Lumpen! Du stirbst einmal nicht in Deinem Bett! » Wie oft hatte sie es zu ihm gesagt, mahnend, warnend. Sollte sie recht behalten?

Er geht langsam weiter. Erinnerungen tragen ihn zurück in seine Kindheit. Er sieht sie vor sich, die alte Frau, gebückt unter viel zu schweren Lasten, die der alte Rücken kaum mehr zu schleppen vermag — unter denen sie zusammen zu brechen droht. Damals, als er sie so sah, hatte ihn zum ersten Mal tief das Leid anderer getroffen, bis

benden Lebens » (1934) ideologisch einsam und verloren. Reimten sich doch die von Sturm und Sehnsucht der Erniedrigten getragenen grossen Parolen der Oktoberrevolution schlecht mit dem « wohlhabenden Leben » mitten in der allgemeinen Misere... Tolstoi brachte für diese « Elite » die Lösung: ein grosser Künstler, verstand er die Emporkömmlinge Peters des Ersten mit ihrer Lebensgier, Abenteuerlust und Skrupellosigkeit so warm zu veranschaulichen, als ob er der Sowjet-Elite sagen wollte: seid nicht schüchtern, Ihr habt ja Vorläufer; wie sie für ihre Zeit, so seid auch ihr für die unsere « progressiv »...

\* \* \*

Und dennoch soll man den Gang der Dinge in Sowjetrussland nicht vereinfachen. Der Kirow-Mord und die darauffolgenden politischen Prozesse zeigen, dass der Ablauf der Revolution ein widerspruchsvoller Prozess ist. Allein die Tatsache, dass während der letzten 5 Jahre fast so gut wie gar keine Werke über das Leben auf dem flachen Lande erschienen sind, ist ein indirekter Beweis dafür wie tief und unausgetragen die Konflikte noch sind. Noch symptomatischer erscheint die fieberhafte Umstellung in dem gesamten ideologischen Ueberbau, die Verdrängung in der offiziellen Ideologie des « Proletariats » durch das « Volk », das ebenso wenig zu sagen hat wie früher das Proletariat.

Auch die jüngste literarische Entwicklung deutet darauf hin, dass grosse Viränderungen zu erwarten sind. Die alte Schriftstellergeneration, wie die « Enthusiasten » der Generallinie treten immer mehr zurück. Die Jungen, die sich zu Worte melden,

ins innerste Herz. Dieses Gefühl sollte ihn sein Leben hindurch nie mehr verlassen, hatte seinen Weg bestimmt.

Viele Stationen hatte er schon hinter sich: der Besuch bei der Mutter, die er nur einmal im Leben sah und dann nie wieder; die Wanderjahre... noch jetzt schliesst er die Augen, berauscht von der Erinnerung — ach, war das schön! Es kam der grosse Krieg. Er sieht sich als Minenfänger zur See... Die Revolution. Eintritt in die Partei... Kampf, immer nur Kampf! Nach aussen — nach innen, ja, auch nach innen, innerhalb der Partei selber, von Anbeginn: Kampf gegen die Bürokraten, die Pharisäer, die mehr auf das Wort gaben als auf die Tat, die Selbstgerechten, die immer das ebendige Leben verrammeln wollten, ihm, ande-

sind anders als ihre Vorgänger, die den industriellen Himmel für Russland eroberten. Die Jugend des 1. Planjahrhüftts wurde stets im Kampfe für die wirtschaftliche Hebung des Landes gezeigt. Ihr Liebesleben war geradlinig und naiv; heute fallen die Schriftsteller ins andere Extrem: sie stellen das Persönliche in den Vordergrund, sie spornen ihre Leser direkt an, sich auf das Persönliche zu konzentrieren. Die geistig-moralische Kontinuität, der Zusammenhang mit der vorhergehenden Generation ist fadendünn. Ideologisch ist diese Jugend *obdachlos*. Umso mehr konzentriert sie sich auf das Privatleben.

Alles deutet darauf, dass die Sowjetliteratur an einem neuen Scheidewege steht... Doch darüber ein andermal.

## MAGNA CARTA

von Frederick Cramer

Der Name *Magna Carta* hat vom siebzehnten bis tief ins neunzehnte Jahrhundert der aufstrebenden englischen Bourgeoisie als eines ihrer zugkräftigsten Schlagworte gedient. Aus dieser Zeit stammt der Kult, den die von England beeinflusste kontinentale europäische Bourgeoisie mit dem Begriff « Magna Carta » getrieben hat. Tatsächlich gibt es heute ein janusartiges Doppelwesen « Magna Carta »: das eine Antlitz, geformt vom englischen Bürgertum des siebzehnten Jahrhunderts, symbolisiert: « Liberté, égalité, fraternité », — und dies ist das Antlitz, das heute ausserhalb der fachwissenschaftlichen Kreise das einzig bekannte ist. Das andere Antlitz, hochmütig emporgereckt, verkörpert die brutale Energie einer sieg-

ren, bis zuletzt, bis hierher... Ja! Auch hier — das war es ja, was sie seinen Kumpels antun wollten, da sie an ihn nicht mehr heran konnten. Aber hier, hier sollten sie ihr Unwesen nicht treiben; — hier waren andere Mächte die Stärkeren — hier hatten andere zu bestimmen — hier galt der Einsatz des Lebens, die Tat!

Entschlossen geht Beimler weiter. Alle trüben Gedanken hat er hinter sich geworfen. Noch heute will er die Schuldigen zur Rechenschaft ziehen, noch heute seinen Kumpels Recht verschaffen!

Die Auseinandersetzung fand statt. Sie hatte zur Folge — dass den Kumpels Recht wurde. Ihren wahrscheinlichen Verlauf — über den

reichen Militärkaste. Und dieses zweite Antlitz ist das ursprüngliche, das — historisch betrachtet — wahre Antlitz.

Wie nämlich entstand die Magna Carta? Erzwang ein Volkstribun, ein Massenfürher die Ausstellung der langen Urkunde im Jahre 1215 vom englischen König Johann? Mit nichten! Aufseiten des Königs standen die englischen Bauern, der städtische Mittelstand. Gegen den König standen die grossen Herren, die Kronvasallen und ihr Anhang, — und gegen den König standen die Patrizier der Städte. Die englischen Prälaten wahrten dem König gegenüber zumindest Neutralität, während Innozenz III, einer der grössten Päpste aller Zeiten, sogar energisch für Johann eintrat. Das *Resumé*: Bauern, Mittelstand und Papst aufseiten des Königs. Auf der Gegenseite im wesentlichen nur Feudaladel und Stadtpatriziat; d. h. *Militär* und Geld!

Die militärische und politische Niederlage Johanns im Kampfe gegen diese beiden mächtigsten Glieder des Staatskörpers führte zur « Friedenskonferenz » von Runymede im Juni 1215. Das Ergebnis dieser Konferenz war die Besiegelung einer Urkunde durch den König. Das Dokument, von dem noch heute drei Exemplare existieren (es wurde zu Runymede vieldutzendfach kopiert und in alle Teile Englands versandt) war, an damaligen Masstäben gemessen, sehr umfangreich. Es hat in dieser ursprünglichen Form niemals Gesetzeskraft erlangt. Ein Teil der Bestimmungen wurde im Jahre 1217 als gesonderte Urkunde (« Forstcharte ») in erweiterter Form vom damaligen englischen Regenten (Vormund Heinrichs III) herausgegeben. Der Rest der Urkunde von 1215, noch immer ein sehr umfangreiches Schrift-

stück, wurde (mit nicht unwesentlichen Aenderungen) 1217 erneut in feierlicher Form ausgestellt.

Zeitgenössische Chronisten führten zwecks leichter Kennzeichnung für die « Forstcharte » die Bezeichnung « kleinere », für den Rest, die Bezeichnung « grössere » Charte ein; hieraus entstand die abkürzende Namengebung « kleine » bzw. « grosse » Charte, d. h. « Magna Carta ». Nach erneuten Aenderungen wurden diese beiden Charten, erwachsen aus der Urkunde von 1215, im Jahre 1225 von Heinrich III. (der inzwischen volljährig geworden war), in ihrer definitiven Form in Kraft gesetzt, und jahrhundertlang bildete diese Fassung von 1225, geteilt in « Forstcharte » und « Magna Carta », einen wichtigen Bestandteil des englischen Rechtswesens. Erst seit dem 18. Jahrhundert ist die « Urfassung » von 1215 in ihrer wahren Bedeutung erkannt und allmählich in den Mittelpunkt des Interesses gerückt worden, sodass heutzutage unter « Magna Carta » gewöhnlich die Urkunde von 1215 (die ja die « kleine » Charte mitenthält) verstanden wird. Im Folgenden soll daher mit Magna Carta ausschliesslich die Urkunde von 1215 gemeint sein, während die andere Fassung als « Neuausstellung » von 1216, 1217, bzw. 1225 bezeichnet werden.

Die grosse Bedeutung, die der Urkunde von 1215 zukommt, liegt in Herausarbeitung der wesentlichen Ziele des Militärputsches und der treibenden Kräfte dieser Bewegung. Zunächst sei daran erinnert, dass die Klasse der Grossgrundbesitzer im Mittelalter aus zwei Gruppen bestand: Kirche und Militär. Da der englische *Klerus* im Jahre 1215, wie gesagt, im wesentlichen neutral, blieb, war es das *Feudalheer*, das rebellierte. Nicht ein-

mal diese Gruppe war einheitlich: ein gewisser Teil, besonders, der mittleren Grandbesitzer blieb dauernd auf seiten des Königs. Es waren vornehmlich die grossen Herren und ihr militärischer Anhang, die für den Putsch verantwortlich waren. Die Bundesgenossenschaft des städtischen Patriziats war den Herren vor dem Siege hochwillkommen. Nach dem Siege fühlten sie sich stark genug, diese städtischen Bundesgenossen an die Wand zu drücken. In der Urkunde von 1215 finden sich nur noch unwesentliche Spuren, in den späteren Neuausstellungen überhaupt keine Belohnung für diese städtischen Bundesgenossen.

Der Grund hierfür liegt in der finanziellen und politischen Schwäche selbst des Grossbürgertums im englischen Wirtschaftsleben jener Zeit. Nie haben die englischen Städte, ausgenommen allenfalls London, die wirtschaftliche und politische Bedeutung ihrer kontinentalen Schwestern während der Feudalzeit erreicht. So bleibt, historisch betrachtet, die Urkunde von 1215 eine Siegestrophäe des englischen Grossgrundbesitzes, bzw. der englischen Armee (Ritter, Baron, etc. sind synonym sowohl für bestimmte Formen des *Grossgrundbesitzes* als auch für *militärische* Rangordnung jener Zeit. Bürger und Bauern waren damals kein wesentlicher Bestandteil der Armee).

Was war es nun, das sich die Führer der siegreichen Militärrevolte zu Runymede ausbedungen? Um dies zu verstehen, muss man wissen, warum die englischen Grossen rebellierten; und hier wird ein höchst aktuelles Problem akut: es war ein Aufstand gegen den omnipotenten zentralistischen Staatsabsolutismus, den die englischen Könige von Wilhelm I. (1066) bis auf Johann (1199-1216) konsequent ausgebaut hatten. Keine zeit-

genössische Organisation in Europa (ausserhalb der kirchlichen Hierarchie) vereinte eine derartige Machtfülle in der Hand eines einzigen, wie sie beispielsweise Heinrich II. (1154-1189) in England besass. In diesem Jahrhundert schuf das englische Königtum die Grundlagen der heutigen englischen Staatsverwaltung; es war das Königtum, das in jenem Jahrhundert das « Exchequer-Amt (Finanzverwaltung) schuf, das Königtum, welches für das für ganz England verbindliche « Common Law », entwickelte, das Königtum, das *seinen* Justizapparat anstelle des feudal-lokalen auf reichsweiter Basis errichtete, das Königtum, das ein zentrales umfassendes Steuerwesen begründete.

Seit dem Jahre 1130 (wahrscheinlich schon erheblich früher) gibt es eine schriftliche Jahresabrechnung des (königlichen) Staatshaushalts. Diese Rechenschaftsberichte (seit Heinrich II. vollständig erhalten) in Form der sogenannten « Pipe Rolls » zeigen deutlich, welche enorme Fortschritte der staatliche Zentralismus im zwölften Jahrhundert in England machte, eine Entwicklung, welche besonders in steuertechnischer Hinsicht unter Johann andauerte. Reaktion der hauptsächlich betroffenen feudalen Gewalthaber gegen diese « fortschrittlichen » Tendenzen ist die Magna Carta von 1215 aufzufassen. Ein Ueberblick über die wichtigsten Bestimmungen zeigt dies:

1.) *Formale Bestimmungen*:

- a.) Die Charte ist ein erhebliches Privileg der Empfänger. (Kap. I). Sie gilt nur für Kronvasallen. (Lies: Grosse Herren.)
- b.) Von « Freiwilligkeit » seitens des Ausstellers der Charte ist keine Rede. Erst 1225 erkaufte der Adel die Einfügung eines Passus, wonach die Charte (Fassung von 1225) freiwillig vom englischen König gewährt sei.

kein Zeugenbericht vorliegt — sucht die folgende « Vision » zu rekonstruieren. In ihr kommt der tiefe Gegensatz zum Ausdruck, der zwischen Beimler und manchem seiner Mitarbeiter bestand. Gegensatz — der letzten Endes auf einer unüberbrückbaren Wesensverschiedenheit beruhte. In ihr wirft seine dunklen Schatten voraus was sich seither unwiderleglich erwiesen hat: das Wirken der Tscheka — und die Beziehungen bestimmter Funktionäre zu ihr.

Mag die historische Wirklichkeit der « Nachtgespenster » in Frage stehen, ihre *Wahrheit* in einem tieferen Sinn wird sich offenbaren, wenn einmal alle *jetzt* noch *verhüllten* Zusammenhänge entschleiern werden.

NACHTGESPENSTER <sup>(1)</sup> Eine Vision

die Tscheka wirft ihre Schatten voraus

« ... Im November 1936 beginnt Stalin der spanischen republikanischen Armee Waffen zu verkaufen, organisiert aber zu gleicher Zeit eine GPU ... man kann annehmen, dass die erste Tat der Tscheka in Spanien der Mord an Durruti war... « (aus « La révolution prolétarienne, 10 Juni 1937 ).

Das Zimmer ist trotz der geöffneten Fenster voller Zigarettenrauch. — Dumpf tönt vom Platz der Lärm herauf. In die eingetretene Stille sagt Hans Beimler: « Ich bitte jeden der Genossen zu überlegen, was die vorne an Opfern bringen. Die Kumpels haben sich über einige der Genossen beschwert; es scheint, dass man ihnen nicht mit

(1) *Siehe* « Cahiers d'Europe » Nr. 1.

der nötigen Achtung begegnet. Ich werde diejenigen hinauszubefördern wissen, die sich hier auf ihren Sesseln breitmachen. Draussen wird ihnen vielleicht klar, wie man die zu empfangen hat, die von der Front kommen. »

Keiner der Männer im Zimmer erwidert ihm. Alfredo sitzt zusammengekauert in einem Sessel, noch etwas bleicher und übernächtiger als sonst. Schaiers maskenhaftes Gesicht bleibt unbeweglich — nur in den Augen blinkt es heimtückisch auf. Karl blättert in Briefschaften. Ihn geht die Sache nichts an. Er ist im Uebrigen mit Hans einverstanden: die Kumpels haben sich auf das Tapferste geschlagen — verdienen alle Achtung derer « da hinten ».

« Und was ist mit den Lohnabzügen? » Diesmal ist die Frage an Schaiers direkt gerichtet.

« War für die Rote Hilfe », sagt der gleichgültig, und dreht sich eine Zigarette. « Besser die bekommt als dass sie's versaufen. »

« Die Kumpels können mit ihrer Löhnung machen was sie wollen! » Hans sagt es nicht — er schreit es Schaiers ins Gesicht.

« Vor allem hat keiner das Recht, über ihren Kopf weg zu bestimmen! Verstanden? »

Eine unangenehme Stille tritt ein. Alfredo sucht zu beschwichtigen.

« Sie hätten ausserdem freiwillig gegeben », sagt Hans, schon etwas ruhiger. « Die haben das beste Herz; » (besser als Du, denkt er.) « Aber fragen muss man sie zuerst! Fragen! »

Schaiers verspricht, ihnen Rechenschaft zu geben. (Im Stillen denkt er: bei Gelegenheit zahl ich's ihnen heim, und auch ihm!)

- c.) Generalamnestie (in der Magna Carta von 1215) für alle Putschisten und ihre Helfershelfer in den Städten.
- 2.) *Uebergangsbestimmungen* :
- a.) Entlassung aller Geiseln, die Johann besitzt. (Kap. XLIX).
- b.) Aufhebung aller « willkürlichen » Enteignungen, welche seit Heinrich II. von der Krone vorgenommen worden waren. (Kap. LII, LI, XLVII, LIII, LV) (wer denkt da nicht an die « Aktion » des ostelbischen Grossgrundbesitzes, die zum Rücktritt des letzten vor-hitlerischen deutschen Kabinetts führte — ebenfalls wegen drohender Enteignungen des Grossgrundbesitzes — in allerdings sehr bescheidenem Ausmass).
- c.) Analoge Bestimmungen zugunsten der auswärtigen Bundesgenossen der Armee (Schotten und Waliser) (Kap. LVI-LIX).
- 3.) *Privilegien des Adels* in Form von :
- a.) Beschränkung der Forst- und Judenregale (Kap. XLIV, XLVII, X, XI).
- b.) Regelung des Mitspracherechts der Kronvasallen bei Festsetzung bestimmter Abgaben. (Kap. XII, XIV.)
- c.) Analoge Anwendung auf die Untervasallen (Kap. XV.)
- d.) Privilegien des Adels beim Aemterkauf (Kap. XXV).
- e.) Beschränkung des (feudalen) königlichen Vormundschaftsrechts gegenüber adligen Mündeln (Kap. III-VI, VIII, XXXVII).
- f.) Garantie des Patronatsrechts (Kap. XLVI).
- g.) Sicherung der Kronvasallen in erblicher Hinsicht. (Kap. II, XXVI).
- h.) Beschränkung des Heeresdienstes, den der König fordern darf. (Kap. XVI, XXIX, XXXIII).
- i.) Verkehrs- und handelspolitische Privilegien (Kap. XXXIII, XLI, LXII).
- 4.) *Vorzugsjustiz für Kronvasallen* :
- a.) Gebührenfreiheit der Königsjustiz für Kronvasallen (Kap. XI).
- b.) Verbot von Uebergriffen der Königsjustiz in die lokale Feudalgerichtsbarkeit der Adligen (Kap. XXXIV, XXXV).

- c.) Sondergerichtsbarkeit für den Hochadel (Kap. XXXIX) im Strafprozess: Eigenjustiz des Hochadels über seine Standesgenossen.
- d.) Beschränkung des Bussen-Systems zugunsten des Adels und Klerus (Kap. XX, XXII).
- e.) Beschränkung der Untersuchungshaft für Mitglieder des Adels.
- f.) Schonung bei Zwangsvollstreckungen (Kap. IX).
- g.) Gerichtsreformen (Kap. XVII).
- 5.) *Sicherungsklauseln* (Kap. LXI, XIV, XLVIII, XLV) :
- a.) Der Hochadel schafft einen Ausschuss von 25 Baronen, die ihrerseits ein Aktionskomitee von vier Baronen bestellen. Widersetzt sich der König Forderungen dieser Vertreter, (die theoretisch nur die Aufrechterhaltung der Magna Carta-Privilegien überwachen sollen) so darf der Adel den Bürgerkrieg eröffnen, bis der König nachgibt.
- b.) In jedem Bezirk Englands werden Adelsräte geschaffen, die die Lokalvertretung jener Zentralkomitees darstellen und de facto die Lokalregierung aufheben (Kap. XLVIII).

Das ist im wesentlichen der Inhalt der Magna Carta von 1215. Zwei Punkte sind es, denen diese Urkunde ihren Ruhm verdankt: der Eigenjustiz des Hochadels, die im Kapitel XXXIX verankert ist und dem Sicherungssystem, das vornehmlich im Kapitel LXI festgelegt wird. Von diesen beiden wesentlichen Bestandteilen der Magna Carta von 1215 ist der zweite, das Recht zur Revolte, niemals aktuell geworden, da bereits in der Neuausstellung von 1216 (sowie in allen folgenden Neuausstellungen) keine Spur dieses Systems mehr zu finden ist. Der englische Adel war nicht stark genug, anstelle eines königlichen Despoten eine Regierung der 25 Tyrannen zu schaffen, geschweige denn, eine « permanente Fronde » zu organisieren. Für den Geist jedoch, aus dem die Magna Carta geboren wurde, legt gerade dieses so schnell ausgemerzte Kapitel LXI beredtes Zeugnis ab. Alle Bemühun-

Moritz bestreitet das: « Die Spanier haben überhaupt keine Ahnung von militärischer Führung... »

« Jedenfalls haben sie ihre Revolution besser gemacht, als wir; der Beweis ist: wir sind hier. » entgegnet ihm Hans.

« Eine politische Polizei gehört hierher — eine Polizei auf die wir uns unbedingt verlassen können. » Es ist Schaiers scharfe Stimme, die das sagt.

« Und die Guardia de Asalto? »

« Die?! » Schaier lacht. « Das glaubst Du doch selber nicht, dass man sich auf die verlassen kann. Im gegebenen Moment gehen die zu den Anarchisten über. »

« Also, wer soll her? »

« Politisch gebildete Leute, die eine konspira-

gen, in diesen Zeilen den Anfang einer bewussten Beschränkung der englischen Königsmacht zu sehen, arbeiten mit ad hoc geschaffenen Argumenten. Wenn überhaupt, so bedeutet Kapitel LXI einen Versuch der Feudalaristokratie, in England ein ähnliches Chaos (zugunsten der Feudalgangster) zu schaffen, wie es in so verhängnisvoller Form in damaligen deutschen Reiche zustande kam.

Kapitel XXXIX, das bei weitem berühmteste der Magna Carta, sei im Wortlaut zitiert: Kein Kronvasall (liber homo) soll verhaftet, gefangengehalten, enteignet, geächtet oder auf irgend eine andere Weise ruiniert werden, noch werden Wir (der König) gegen ihn vorgehen oder Leute gegen ihn senden, es sei denn auf Grund eines gesetzlichen Urteilspruchs seiner Standesgenossen oder auf Grund des Landesrechts. Die herrschende Meinung interpretiert den letzten Teil dahin, dass der Hochadel ein Recht auf Aburteilung durch Hochadlige (nicht durch Königsrichter!) erhielt, der übrige Adel hingegen dem herrschenden Recht unterstellt blieb.

In dieser Form findet sich: Kap. XXXIX in allen Neuausstellungen der Magna Carta. Und hier setzt im siebzehnten Jahrhundert die Glorifizierung der Urkunde ein. Längst sind die Bürger, die Bauern Englands im juristischen Sinne « frei » geworden. Kein Mensch denkt mehr daran, oder besser will mehr daran erinnert werden, dass der « liber homo » der Magna Carta der Adlige, hier sogar der Kronvasall ist, Auf der Suche nach Waffen, die das Bürgertum des siebzehnten Jahrhunderts gegen die absolutistischen Tendenzen der Stuarts brauchen kann, wird die Magna Carta nach jahrhundertelangem Dornröschenschlaf dank

tive Tätigkeit aufzudecken vermögen, und die Machtbefugnis haben, sie mit allen Mitteln im Keim zu unterdrücken. »

Sehr präzise hat es Schaier ausgedrückt.

« Und wer soll dieses Amt des Schnüffels und Spionierens übernehmen? Willst Du zu diesem Zweck vielleicht die Gestapo von drüben holen? » fragt ihn Hans, fast lachend.

« Die Tscheka! » wirft Alfredo leicht hin, man weiss nicht, sagt er es im Ernst oder im Spass.

« Die Tscheka! » wiederholt Schaia, « Sie tut auch anderswo ihre Dienste. »

« Notwendiges Uebel... » meint Alfredo, und beobachtet dabei ängstlich von unten her den Gesichtsausdruck von Hans.

« Die Tscheka! » Beimler lacht auf, « Hier,

jener Klausel zu neuem Leben erweckt und zum Panier im Kampf um den persönlichen Rechtsschutz des Individuums gegen den Staat (lies: König) erhoben.

In diesem Jahrhundert, in diesem Geist geht Kap. XXXIX in die Verfassung der meisten nord-amerikanischen englischen Kolonien über, dort lebt e noch heute fort. Neben diesem Siegeszug verblässene andere, gleichfalls aus Fehldeutungen erwachsene Interpretationen von Magna Carta - Bestimmungen (so die Behauptung, Kap. XII. und XIV gäben dem Steuerzahler ein Mitspracherecht bei Festsetzung der Abgaben, oder Kap. XIV sei als Anfang des englischen Parlaments aufzufassen).

Man würde jedoch dem englischen Bürgertum des 17. Jahrhundertts Unrecht tun, wenn man ihm, bewusste Fälschung vorwürfe. Wohl vertraten die Parteigänger der Krone auch im siebzehnten Jahrhundert die engere (historisch richtige) Deutung des Textes, aber auch sie waren Partei, und so wurden ihre Thesen als Parteithesen gewertet; auch die bürgerliche Interpretation war Parteitese; das Bürgertum siegte, und damit auch seine Interpretation der Magna Carta. Und dennoch mögen die englischen Bürger, die kleindemokratischen Puritaner der Zwergsiedlungen in Nordamerika auch rein formalhistorisch im Irrtum gewesen sein, von einem, von dem zentralen Gesichtspunkte aus hatten sie Recht: Kapitel XXXIX ist in der Tat ein Fanal im Kampf gegen staatlichen Justizdespotismus. Mochte auch der Kreis der Geschützten im Jahre 1215 noch eng begrenzt sein: das Prinzip war ausgesprochen, und es blieb lediglich übrig, es der historischen Weitung des Begriffs « liber homo » (freier Mann) entsprechend

zwischen uns! Ich glaube, ihr seht Gespenster! »

« Du wirst vielleicht noch anderer Meinung werden », sagt Schaier und tut einen Zug aus seiner Zigarette.

« Niemals », sagt Hans, jetzt sehr ernst geworden. « Die Spanier kämpfen für das selbe Ziel wie wir. Mögen auch Parteidifferenzen sein — die machen wir unter uns ab. Eine Tscheka hat hier nichts zu suchen. »

« Wir werden ja sehen », sagt Schaia kalt, und drückt seine Zigarette aus.

« Nie — niemals werde ich dazu meine Einwilligung geben », wiederholt Hans Beimler. « Niemals, solange ich lebe! »

Schaier und Alfredo stehen schweigend auf. Die Sitzung ist aufgehoben.